● LES RÊVES AFRICAINS DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Lire en p. 9

● LE NUCLÉAIRE EN QUESTION : L'URANIUM

Lire notre enquête en p. 12

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Mardi 6 septembre 1977 - N° 499 Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76 1,70 F

MONTEFIBRE

SUCCÈS DE LA JOURNÉE «PORTES OUVERTES»

«Toute personne étrangère à l'établissement qui pénètre dans l'usine risque des poursuites judiciaires», en réponse à cette décision du Tribunal des référés, 3 000 personnes sont venues apporter leur solidarité aux 1 050 licenciés.

Les décisions de la Montedison devaient être connues ce lundi.

(Lire p. 3)

les grandes manœuvres de Marchais

Marchais a employé les grands moyens : 6 millions d'*Humanité* tirées lundi pour deux pages spéciales sur la renégociation du programme commun. C'est le «bouquet final» avant le sommet de la gauche ! Rien de bien neuf dans ces «dossiers ouverts», dont la radio, la télé, la presse ont largement rendu compte ces derniers temps.

Cette opération publicitaire de grande envergure vient au terme d'un matraquage ininterrompu depuis plusieurs mois. Cette démarche, celle des «spécialistes de marketing» du PCF est révélatrice du mépris profond que ce parti a à l'égard des travailleurs. Marchais l'exprime sans détour en affirmant : ***«Nous n'avons donc pas d'autre solution, pour faire avancer les choses, que de nous adresser à vous»***.

Par cette opération, le PCF tente d'intéresser les travailleurs à ses marchandages avec le PS.

(Lire p. 6)

La rentrée des états-majors syndicaux

Calendrier chargé cette semaine pour les directions syndicales :

Réouverture lundi des négociations salariales dans la Fonction Publique, reprise des discussions à EGF mardi, sanctionnées par une heure de grève, discours de Maire, mercredi à Strasbourg, de Séguy jeudi à Paris.

Tout cela présageant fort de la tactique des directions syndicales pour faire attendre 78 : quelques journées d'action sans lendemain.

(Lire p. 7)

Nuage toxique sur Calais

Samedi matin, un nuage toxique s'est abattu sur un quartier de Calais. Les habitants ont été victimes de malaises, tandis que les jardins étaient détruits. A l'origine de ce nuage : une fuite dans une usine qui traite du zinc.

(Lire p. 5)

Hussein à Paris : manœuvre diplomatique

La visite du roi de Jordanie, qui doit s'achever mardi matin, porte moins sur les relations franco-jordaniennes que sur les initiatives sur lesquelles la Jordanie et l'impérialisme français peuvent s'accorder. Celles-ci sont aujourd'hui dominées par la menace des préparatifs de guerre israéliens.

(Lire p. 10)

Euskadi :

500 000 Basques manifestent pour l'amnistie totale

Des manifestations sans précédent, ont mobilisé des centaines de milliers de Basques au cours du week-end. Ils réclamaient l'amnistie, le droit pour les exilés de rentrer au pays, la dissolution des corps de répression. Tout un peuple refuse l'amnistie bidon et le maintien de l'armée franquiste.

(Lire p. 10)

MERLEBACH : UN MINEUR TUÉ

Samedi matin, un jeune abatteur-boiseur de 22 ans, Dominique Meyrieux, est mort écrasé par un bloc de roche qui s'est détaché du plafond de la galerie, mort quelques minutes à peine avant la fin du poste de nuit. Cette mort fait suite à la longue liste des victimes de la soif de profit des Houillères : à Merlebach l'an dernier, 30 mineurs étaient tués dans une explosion.

REPORTAGE

Le Gers après les inondations

-2-

L'escroquerie des indemnisations

● Depuis les inondations, les sinistrés ont pu voir défiler une cohorte de ministres aussi bavards pour exprimer leur compassion que discrets sur les indemnités gouvernementales. Après Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, Yvon Bourges ministre de la Défense, Pierre Méhaignerie et Jean Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, c'est Raymond Barre soi-même qui s'est déplacé à Auch. A quelques détails près il a confirmé les mesures prises fin juillet. Elles sont absolument insuffisantes.

Reportage de Claude ANCHER

Le conseil des ministres du 27 juillet avait débloqué 100 millions NF pour «secourir rapidement» les particuliers sinistrés. A Auch, 1 300 000 NF avaient déjà été versés comme premiers secours à raison de 1 000 F par adulte et 500 F par enfant. Mais une mère de famille me racontait que pour ses deux enfants de dix-neuf et vingt ans, elle n'avait touché en tout que 1 000 F : quand on est sinistré, la majorité serait-elle à vingt et un ans ? Elle n'a d'ailleurs reçu ce secours que trois semaines après les inondations. La majorité des familles sinistrées, douze cents sur dix-huit cents, n'a rien touché. Enfin, cette première indemnisation sera défalquée de l'indemnisation définitive.

Des indemnisations qui divisent

Le calcul de cette indemnisation est fait par une commission départementale sur la base d'un plafond forfaitaire établi par la préfecture. En gros, ce plafond ne dépasse pas la moitié de la valeur des dégâts réels. En fonction de la déclaration des dégâts faite par les sinistrés, la commission décide d'un certain pourcentage de remboursement, par rapport au plafond bien sûr. Au bout du compte, on arrive à une indemnisation moyenne de 20% des pertes réelles ! Et n'oublions pas que l'Etat va récupérer 17,6% de TVA quand les sinistrés feront réparer leurs maisons !

Lors de sa venue à Auch, Barre a confirmé le chiffre de cent millions NF. Simplement, deux cents cas «particulièrement dramatiques» pourraient être examinés et toucher 50% de leurs pertes. Mesure qui de toute évidence cherche à diviser les sinistrés, déjà irrités par les anomalies constatées lors des premiers versements : pour des dégâts comparables deux familles ont touché l'une : 17 000 NF, l'autre : 3 000 NF.

Pour le moment, les familles indemnisées sont peu nombreuses. Certaines ont reçu un acompte. La plupart devront attendre au moins la fin du mois pour toucher une indemnisation finalement très faible. Pour les sinistrés, il aura fallu tenir trois mois sans aide ou presque, alors que certains ont tout perdu.

Beaucoup d'entreprises, c'est-à-dire en général des artisans et des commerçants (dans le Gers, les usines se comptent sur les doigts de la main) se trouvent dans les bas quartiers. Depuis, les inondations, beaucoup d'employés et d'ouvriers se retrouvent donc au chômage «technique» c'est-à-dire qu'ils touchent 50 F par jour des caisses de chômage...

Hausse des impôts locaux en perspective

A Auch, Raymond Barre a légèrement augmenté ses promesses de subventions aux collectivités locales : le gouvernement versera 45% sur les travaux de réparation des bâtiments publics, de la voierie, etc. Vu l'ampleur des dégâts, les municipalités ont déjà annoncé officieusement que les impôts locaux seraient nécessairement augmentés, sans doute pendant plusieurs années. La population gersoise va donc être deux fois sinistrée : après la venue des eaux, celle des feuilles jaunes...

1977 : pour les paysans une année noire

Pour les paysans du Gers, le bilan de cette année est particulièrement lourd. Plus encore que les inondations, ce sont les pluies, ininterrompues depuis avril, qui ont causé les plus grosses pertes.

Pour Francis, paysan moyen des environs de Castera-Verduzan, l'inondation a surtout affecté la récolte de foin. *«J'ai eu onze hectares de prairies inondés. Sur huit mille bottes de foin, il a manqué 3 500 bottes. J'avais bien de la paille mais ça ne pouvait pas vraiment compenser. Il a fallu que je m'équipe (en commun avec deux autres paysans) d'une ensileuse. Des frais dont je me serais bien passé.*

A cause de la pluie, il y aura moitié moins de céréales que l'an passé, pendant la sécheresse. En plus, le poids spécifique du grain est faible : il n'a pas mûri complètement».

La pluie, encore elle, a aussi complètement détruit les champs de luzerne-graine. D'un rendement moyen de 500 kilos à l'hectare, elle est vendue d'habitude 10 francs le kilo (le Gers est pratiquement le seul département à faire cette luzerne destinée aux semences). Certains paysans qui en faisaient la monoculture sont sinistrés à 100%.

Enfin, cette année a connu un terrible coup de gel à la fin du mois d'avril. C'est le vignoble qui a été touché : la récolte sera, suivant les cas, de 40 à 80% inférieure à celle de l'année dernière. Francis s'est résolu à arracher 2,5 ha sur les sept qu'il cultive et bientôt, il va en arracher encore autant.

Seul l'élevage pour la viande lui permet de tenir cette année, et de faire face pour l'instant aux échéances du crédit. Il n'a pas eu de bétail noyé ; d'autres n'ont pas eu cette chance : dans le département, cinq cents bovins ont été emportés par les flots, ainsi que cent mille poulets et quatre vingt cinq mille poules pondeuses. Et trois cent cinquante fermes et bâtiments agricoles ont été endommagés.

A Auch, Barre a promis que les indemnisations pour les récoltes pourraient atteindre 50%. C'était déjà ce qu'avait décidé le conseil des ministres du 27 juillet. Ces aides versées par le Fonds national de calamités (financé par les cotisations des paysans) sont très insuffisantes, compte-tenu de l'accumulation des calamités cette année. Aussi beaucoup de paysans étaient-ils présents à la manifestation qui accueillit Barre à Auch.

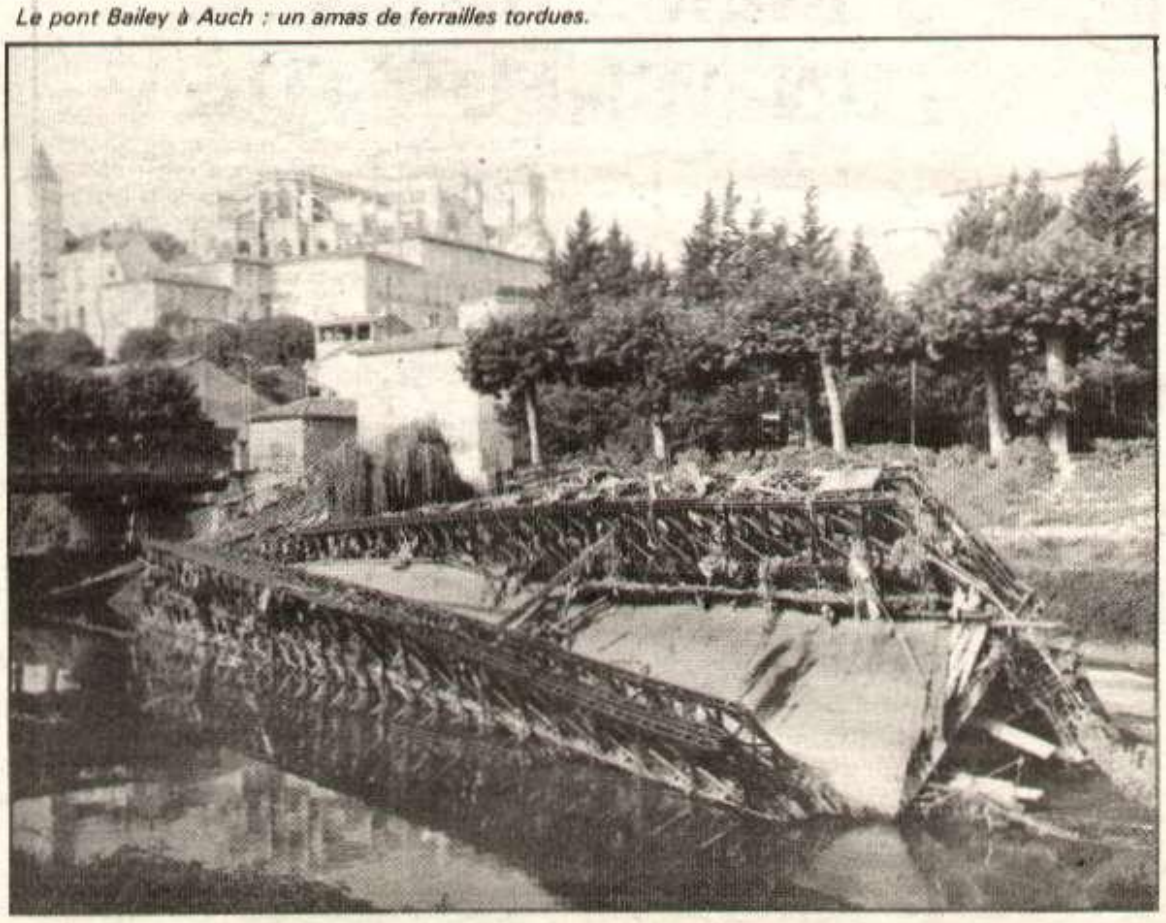
Une maison dévastée par la crue à Castera-Verduzan

Les tribunaux plus rapides que les commissions d'indemnisation

Les aides privées ou envoyées par des collectivités locales se montent pour le moment à 2 900 000 NF. Mais sous prétexte que d'autres aides, votées mais non encore débloquées, sont attendues, ces fonds restent jusqu'ici bloqués à la Trésorerie générale !

Plus rapides ont été les Tribunaux des fragrants délits : un travailleur immigré qui avait ramassé après la décrue une paire de chaussures, deux flacons de lessive, une lampe, un feutre, un tube de mousse à raser a été condamné à 1 an de prison ferme ! Pour deux paires de chaussures et quatre bombes aérosols, un vieillard s'est vu infliger six mois ! Des tonnes de matériel entraînées par les eaux, mais encore récupérables ont été entassées à la décharge et gardées par des militaires. Des sinistrés manquaient de tout, mais l'ordre capitaliste régnait...

Le pont Bailey à Auch : un amas de ferrailles tordues.



MONTEFIBRE

SUCCÈS DE LA JOURNÉE «PORTES OUVERTES»

par Richard FEUILLET

La Montedison propose chômage partiel et licenciements

● *«Toute personne étrangère à l'établissement qui pénètre dans l'usine risque des poursuites judiciaires».* C'est cette phrase, répétée sans cesse par un huissier devant la porte d'entrée, que les premiers arrivants à la journée «portes ouvertes» de l'usine Montefibre ont pu entendre samedi. Ces menaces n'ont pas empêché samedi de 10 heures à 18 heures, près de 3 000 personnes de la région des Vosges de défiler à St Nabord, pour apporter leur soutien aux travailleurs en lutte, en faisant de la journée «portes ouvertes», un succès, une riposte aux attaques de la Montedison, qui n'ont pas manquées ces derniers jours.

C'est en fin de semaine, sur la demande de la direction de la Montefibre, que le tribunal de grande instance d'Epinal avait décidé d'interdire la journée «portes ouvertes».

Montefibre : 3 000 personnes à la journée «portes ouvertes»

«L'espionnage industriel», une bonne aubaine pour Montefibre

Le prétexte invoqué : empêcher les dangers d'espionnage industriel. *«Diverses installations de l'usine, et certains de ses procédés de fabrication relèvent du secret industriel»*, devait expliquer Joubert, avocat de la Montefibre. Il accusera même la Fédération CGT du Textile d'espionnage, pour avoir exprimé le désir de connaître dans le détail la finalité et la nomenclature des machines des différents ateliers.

La Montedison avait déjà montré son souci de préserver les *«secrets de fabrication»* de sa filiale de Saint Nabord, et plus particulièrement de son atelier de polyester, dès le 22 juillet ! Ce jour-là, elle avait décidé d'annoncer, non pas un dépôt de bilan, mais une fermeture «sine die» : autrement dit, le rachat de l'usine ne pouvait se faire qu'avec son consentement. L'objectif était bien entendu que l'usine ultra-moderne de Saint Nabord ne tombe pas aux mains de ses principaux concurrents.

Mais, et les organisations syndicales l'ont confirmé ce week-end, cette question du secret industriel n'était qu'un prétexte. La direction de la Montedison sait très bien qu'un certain nombre de cadres *«depuis plusieurs années, de par leur travail, connaissent les procédés industriels de l'usine. Que certains brevets industriels aient été emmenés à toute vitesse en Italie en juillet, n'y change rien».*

Avec la décision de samedi, il s'agissait pour la Montedison, surtout, de gagner du temps à nouveau, pour elle, de sauver ce qui pouvait l'être.

Empêcher le soutien

Il s'agissait surtout d'empêcher que ne se concrétise, avec une grande ampleur, le soutien de la population vosgienne aux «Montefibre», lors de cette journée. Paralyser les travailleurs, tel était bien le but poursuivi par la Montedison, afin de mieux faire passer ses projets.

Après avoir rappelé qu'elle ne reprendrait pas l'usine, la Montedison déclare que *«Montefibre est toutefois disposé à faire tous ses efforts, en collaboration avec les autorités françaises, pour rechercher les meilleures solutions».* Des solutions qui, on le sait avec encore plus de précision samedi, se feront contre les travailleurs. En effet, la Montedison accepte au cas où l'usine serait rachetée, (le choix est limité, puisque c'est elle qui aura le dernier mot), de garder une petite *«participation dans l'usine»*, et pour ce faire, elle est prête à injecter quelques capitaux dans Montefibre (105 millions d'AF) mais à condition que *«face à ces sacrifices, (que nous faisons), nous puissions trouver la collaboration responsable de toutes les parties intéressées et donc des syndicats».*

Chômage partiel, licenciements

Cet accord, selon des sources bien informées, va consister *«dans l'attente d'une solution définitive»*, à poursuivre une activité minimum, mais soit avec 150 travailleurs, (ceux qui assuraient la marche de l'usine jusqu'ici), soit avec la *«totalité»*, c'est-à-dire avec des équipes tournantes de travailleurs qui seraient mis en chômage partiel pour une durée indéterminée. On peut avoir une idée de la solution définitive envisagée par la Montedison : avec l'aide d'un «partenaire», elle redémarrerait l'usine de Saint Nabord, avec... 600 travailleurs continuant la production de nylon et de nylon industriel (devenu rentable tout à coup), délaissant le polyester. On n'était pas loin de se demander, samedi, à Montefibre, si ces projets n'étaient pas mûris de longue date, la Montedison annonçant la fermeture, puis... *«seulement»* 600 licenciements pour mieux les faire passer.

Devant la ferme détermination des ouvriers de Montefibre, elle multiplie les pressions. Le fuel, nécessaire à la marche de l'usine, n'arrive plus qu'au compte-goutte, la Montedison donnant des ordres directs à certaines firmes françaises, pour qu'elles renoncent à toute livraison. Les arrivages de parpaings de 25 kilos de cadolactale se font eux aussi de plus en plus espacés. En clair, la Montedison tente d'effectuer le chantage suivant aux travailleurs : *«Ou vous acceptez une solution raisonnable, ou nous fermons».*

Les travailleurs, eux, sont bien décidés à n'accepter aucun licenciement, et à s'en donner les moyens : à la fin de la semaine, ils avaient réagi très rapidement pour s'opposer à l'évacuation des stocks de fil, évacuation cette fois téléguidée par le gouvernement pour se *«payer»* des dettes que lui devait la Montedison.

3 000 personnes «hors la loi»

Si la journée «portes ouvertes» ne devait débuter qu'à dix heures du matin, les péripéties de la journée de samedi allaient commencer bien plus tôt : à 6 h du matin, un huissier mandaté par la direction de Montefibre, faisait son apparition devant l'entrée, où il affichait une ordonnance du juge des référés interdisant la journée «portes ouvertes». A 7 h du matin, les délégués syndicaux, accompagnés de travailleurs arrivaient pour mettre la dernière main à la réalisation de la journée. Ne réussissant pas à les repousser, l'huissier fera appel au commissaire de police de Remiremont, pour faire respecter, «par la force si besoin était», la décision d'interdiction de la journée. Finalement il n'y eut pas d'intervention de la police. La décision du tribunal ne fut pas appliquée. Il était clair pour beaucoup que les ordres avaient été donnés de très haut, devant la ferme détermination des travailleurs, dès 7h 30.

Vivre et travailler dans les Vosges

Mais les ouvriers allaient prendre tout de même quelques précautions : la banderole *«usine occupée, non aux 1050 licenciements»* fut mise en place, les grilles furent fermées. On décida d'occuper l'usine toute la journée, afin de se donner les moyens de faire face à l'éventuelle intervention policière. Vers 10h, il y avait déjà du monde, lisant les banderoles accrochées au mur, sur une centaine de mètres. Certaines rappelaient les exigences des Montefibre : *«nous voulons vivre et travailler dans les Vosges»*, d'autres accusatrices :*«10 000 emplois supprimés dans le textile depuis 20 ans»*, *«Nous ne voulons pas jouer de ce jeu-là»*, indiquait l'une d'elles, sur laquelle était dessinée le patron de la Montedison en train d'abattre des quilles avec une boule.

A 10h 30, des centaines de travailleurs étaient déjà là, et se pressaient devant l'entrée. Alors que 12 par 12, *«pour des raisons de sécurité»*, et 20 par 20 le soir vu l'affluence, ils pénétraient dans l'usine, Sornage, l'huissier, tentera à maintes reprises de prendre des photos, et de suivre les groupes dans les locaux. Il sera fermement reconduit !

Sur le livre d'or

14H : Des travailleurs en lutte de la région arrivent : ceux des usines Conroy, de l'usine Docouvelaere à Lépanges, ceux de l'usine Ecorché (Moyenmoutier), des travailleurs de chez Boussac mais aussi des travailleurs CGT du Doubs, une délégation de la CFDT Lorraine, le groupe écologique de St Dié, des familles entières.

Après la visite, chaque groupe est invité à signer un livre d'or. Des annotations y sont apposées, indiquant que les Montefibre peuvent compter sur un soutien actif de la population dans les jours à venir. *«Nous sommes à vos côtés»* écrit un travailleur de la région, *«Les Vosges ne doivent pas devenir un désert vert» «Courage, continuez» «Heureux d'apporter soutien à ceux qui luttent pour l'avenir de leur région».*

«L'avenir des Vosges est dans vos mains»

A 18h, les syndicats, après s'être félicités de cette journée, devaient annoncer pour les jours prochains, une rencontre internationale des travailleurs italiens et français de Montedison. La CFDT concluait *«Camarades, il est nécessaire que demain vous renforciez encore la détermination des organisations syndicales, elles ont besoin de votre soutien, elles sont votre expression. Demain comme aujourd'hui, il faudra que la lutte continue dans l'ensemble des Vosges. Dans toutes les usines touchées par les licenciements, il faut que partout il y ait cette même détermination ! L'avenir des Vosges. Camarades. c'est dans vos mains qu'il est, pas ailleurs».*

Cette journée aura été un succès, par l'affluence considérable des visites, toutefois certains regrettaient qu'elle n'ait pas été l'occasion d'un débat et d'un échange d'expérience entre les travailleurs présents.

LUTTES OUVRIERES

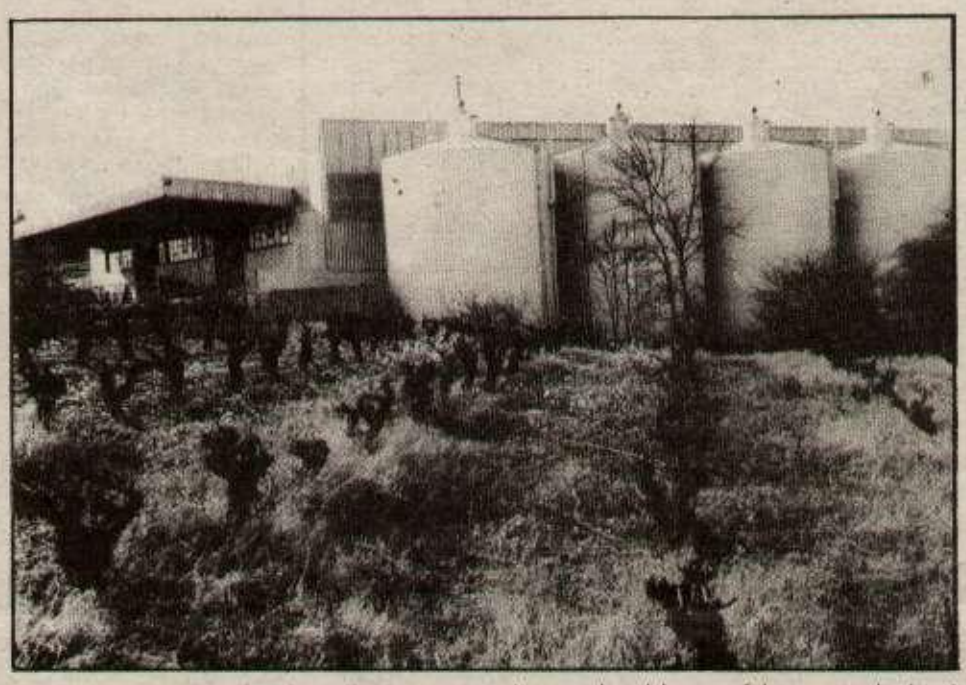
A propos de la bataille pour la chaptalisation du vin

●*«Faute de proposer des perspectives de lutte anti-capitalistes claires, le* «mouvement viticole» *conduira les viticulteurs les plus désespérés à suivre les mouvements corporatistes d'extrême-droite qui attendent leur heure».* C'était les paroles d'un viticulteur proche de Michel Romain, il y a un peu plus de six mois. Aux élections municipales, les dirigeants viticulteurs ont pris souvent fait et cause pour l'Union de la Gauche, pourtant celle-ci n'avait rien à leur proposer, pour 78 non plus d'ailleurs, sinon des promesses de jours meilleurs... avec la même politique d'élimination des petits paysans qu'aujourd'hui.

Maintenant, à la suite d'André Delpoux, président du *Syndicat Unique des Viticulteurs de l'Aude*, créé en 1971 par des fascistes avoués, certains viticulteurs diront : *«Il faut chaptaliser, tous les autres y ont droit».*

Chaptaliser, c'est augmenter le degré alcoolique du vin en ajoutant du sucre au mout avant la fermentation. En 1907, les viticulteurs se sont soulevés contre cette patrique qui favorise le betteravier du Nord, et les producteurs de vin de 6 — 7° qui irriguent leur terrain pour faire «pisser la vigne» 150 litres par hectare. Leur lutte aboutit en 1929 à une réglementation qui interdit le sucrage des vins des départements du Midi.

Aujourd'hui, face à une mauvaise récolte probable causée par le gel du printemps et des pluies d'été, le sucrage est réclamé par quelques-uns dans l'illusion que cela va régler leurs problèmes. En fait, le sucrage accentuerait le décalage entre la plaine, généralement à fort rendement (produisant des vins généralement renforcés par des vins d'Italie) et les côteaux producteurs de vins consommables en l'état, l'élimination des petits producteurs serait donc accentuée. De plus, les caves-coopératives qui ont fait de gros efforts pour améliorer la qualité du vin produit, seraient pénalisées économiquement face aux producteurs organisés dans la très réactionnaire association de «*Viticulteurs vinifiant en caves particulières*» qui sont favorables au sucrage du mout de raisin. Ce sont pourtant eux, les Laneluc Sanson (800 ha de vignes) et les Vicq (président du groupement des employeurs de main-d'œuvre) qui favorisent la production de bibine. Ce sont eux qu'il faut chercher sûrement derrière les 400 viticulteurs qui, à Carcassonne, ont suivi Delpoux et son syndicat pour réclamer la chaptalisation. Faute de perspectives politiques qui visent à combattre ce régime qui les «crève», ces hommes servent de masse de manœuvre aux capitalistes agraires qui, producteurs de betterave du Nord ou gros propriétaires du Midi, cherchent à conserver leurs profits au niveau du temps où ils étaient les seigneurs. Le développement du capitalisme en agriculture, en ouvrant les frontières à des vins produits moins chers, dans de meilleures conditions, a entamé leurs profits et provoqué l'élimination des petits viticulteurs. Ils cherchent donc à utiliser la colère des viticulteurs pauvres pour «conserver» leur rente.



La chaptalisation : sucrer le mou du raisin pour faire monter le degré.

Bernard PELO

CONCORDE: PEUT-ÊTRE PAS NEW-YORK, MAIS...

Adams, le nouveau secrétaire d'Etat à l'aviation civile US, est interviewé cette semaine dans l'*Express* sur l'avenir de Concorde. Pour l'aéroport de New-York, Adams répète qu'il ne s'agit pas d'une question de concurrence commerciale, mais d'une simple question de défense de l'environnement. Par contre, il signale que les Etats-Unis sont grands, et que d'autres aéroports, Dallas, par exemple, pourraient accueillir l'avion. Et sur l'échéance du 24 septembre, date à laquelle finit la période probatoire de Concorde, M. Adams reste évasif.

Il est vrai que les associations de défense de l'environnement sont puissantes aux Etats-Unis, au point que la firme Ford avait dû, l'an passé, refaire un certain nombre de véhicules qu'elle avait vendus, à la suite de l'action d'une association de consommateurs. Mais ce n'est pas le problème de M. Adam, puisque Dallas ne paraît pas lui poser de problème. Les Etats-Unis, qui ont le quasi-monopole de la construction aéronautique, sont les maîtres du destin de l'avion pour PDG pressés. Et l'environnement n'y est évidemment pour rien.

En attendant, les affiches du RPR qui célèbrent *«la France qui invente»* sous une photo de Concorde, sont reprises telles quelles par le PCF : les militants de ce Parti se contentent de recouvrir le sigle RPR, et d'y mettre à la place le leur...

Les tueurs de l'Ardèche identifiés ?

Les tueurs auraient été identifiés grâce aux témoignages de Jean-Phillipe Mouillot, frère de l'un d'entre eux et grâce à des empreintes digitales laissées sur une paire de lunettes, retrouvées sur le lieu du double assassinat.

Par ailleurs, Pierre Conty, membre d'une communauté agricole de Rochebesse est recherché. Il aurait hébergé les meurtriers et serait parti avec eux, peut-être sous la menace.

La presse à sensation s'est saisie de ce nouvel élément, et fait courir les bruits les plus inquiétants à leur sujet. Or ces communautés, pour la plupart, se sont installées sur des terres abandonnées, et si les paysans de la région ne les voient pas d'un bon œil, c'est principalement parce que, coupées de la population, elles ne résolvent en rien le problème de l'exode rural avec la ruine des paysans.

SOUTIEN AUX FAMILLES DU MARAIS

Mardi, à 18 h 30, au métro Bastille, l'Intercomité du Marais appelle à manifester contre les expulsions des familles qui occupaient des logements vides dans le Marais. Le même jour, Mme Dodane, locataire de 73 ans que veut expulser la RIVP, passe en procès.

PAS DE TÉLÉPHONE EN ARIÈGE

Dimanche, le département de l'Ariège a été privé de téléphone par suite de la destruction de certains émetteurs herziens. Le préfet de l'Ardèche qui mentionne l'existence d'inscriptions anti-nucléaires, n'a pas précisé si d'autres installations étaient visées.

En bref...En bref...En bref...En bref...

TEPPAZ REPARTIRAIT AVEC 27 TRAVAILLEURS

Teppaz repartirait, si le financement du plan de redémarrage se réalise. La nouvelle direction n'embaucherait que 20 des 120 ouvriers et ouvrières que comptait la fabrique d'électrophones avant sa fermeture, voilà deux ans et demi. 80 restent aujourd'hui au chômage ; les occupants, une cinquantaine, seront repris «en priorité». *Le cabinet «3 A», qui reprendrait l'usine, n'est pas pour l'instant prêt à faire un gros apport financier. Une incertitude de plus, qui pèse sur ce redémarrage déjà très limité.*

AIGUILLEURS DU CIEL

Les aiguilleurs du ciel ont décidé de prolonger leur grève du zèle jusqu'au 19 septembre.

ACIERIES DE CHARLEVILLE

Le patron des aciéries de Charleville-Mézières, dans les Ardennes, a fermé son entreprise. Cela, pour faire pression sur le personnel qui exigeait la réintégration de 24 travailleurs, dont 11 délégués. Ces licenciements avaient été décidés en représailles, après un conflit, au mois de juin dernier. L'Inspection du Travail, le tribunal des référés, et la cour d'appel de Reims, les avaient successivement refusés, mais le patron veut passer outre.

ACCORD FOX-GAUMONT

Suite à l'accord signé entre la Twentieth Centuty Fox France et Gaumont, la Fox licencie 75 salariès : à partir du 1er décembre, les films de la Fox seront en effet distribués par Gaumont. Deux groupes sont atteints par les licenciements : la Twentieth et Fox Lira.

DUPONT-GILLETTE

La direction de l'usine Dupont Gilette à la Balme de Sallingy (Haute Savoie), encourage la démission de ses ouvriers, en offrant des primes (30 000F) et deux mois de salaire. Il semble qu'elle ait l'intention de se débarasser de l'unité de production de briquets jetables. L'usine emploie 900 personnes.

FONCTION PUBLIQUE

Avant la réunion du 6 septembre sur les salaires, l'Union Générales des Fédérations de Fonctionnaires CGT et les fédérations CGT des Services Publics et de Santé annoncent qu'elles exigeront 2 500 F nets minimum.

INFORMATIONS GENERALES

Six Japonais de Minamata rencontrent les marins-pêcheurs de la Baie de Seine

LES POLLUEURS EN ACCUSATION

● Dimanche après-midi, six rescapés de Minamata étaient au Havre. Invités par deux groupes écologistes, le groupe Poseidon et le Crilan, ils ont rencontré les marins-pêcheurs du Havre qui, depuis quatre ans, se battent contre la pollution de la Baie de Seine. Ce lundi, le groupe des six Japonais rendra visite à d'autres marins-pêcheurs de la baie.

Minamata, un nom qui, pour le monde entier, est désormais un symbole : celui de la pollution marine, mortelle pour les hommes. En 56, quarante-trois personnes mouraient, frappées d'une paralysie suivie d'une longue agonie. Le poisson mangé par les habitants de Minamata contenait du methyl de mercure, un produit déversé en grandes quantités par la Chisso Corporation, une usine d'engrais. Les rejets avaient commencé en 1932. Ils ne furent arrêtés qu'en 1973, dix-sept ans après l'apparition des premières victimes ! Entretemps, à Minamata, deux cents personnes sont mortes, un millier sont restées infirmes ; des enfants anormaux sont nés : la maladie est congénitale.

Dimanche au Havre, M. Watanabé et Hamamoto, rendus infirmes par la maladie, étaient venus témoigner des méfaits de la pollution capitaliste, en compagnie de quatre autres habitants de Minamata. Eichi Watanabé, 25 ans a perdu toute sa famille : il est le seul à avoir survécu à la terrible maladie.

Un témoignage qui ne pouvait manquer de frapper tout particulièrement les marins-pêcheurs du Havre : du mercure, on en trouve jusqu'à 11,5 microgrammes par litre d'eau, en Baie de Seine. Une dose énorme. Cette présence est d'autant plus inquiétante qu'elle s'accompagne d'une autre pollution, celle des «boues rouges» de l'usine Thann-et-Mulhouse. Productrice de bioxyde de titane, cette usine rejette des centaines de tonnes de sulfate de fer, et d'acide sulfurique. Or, l'acide sulfurique peut faciliter la transformation du mercure en methyl de mercure, le produit qui a tué à Minamata.

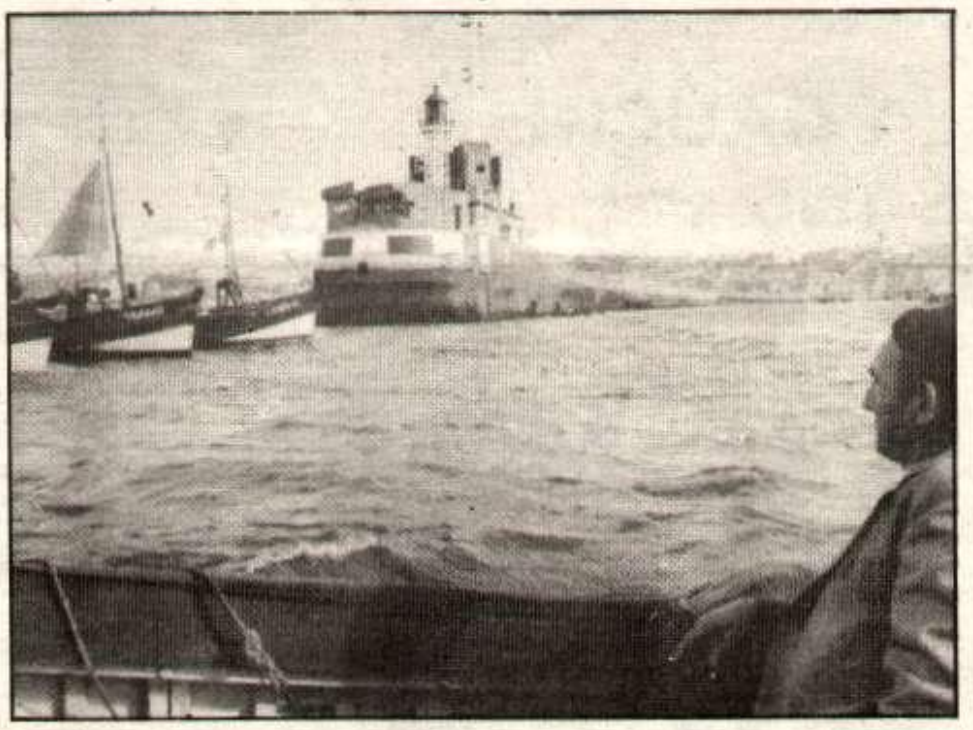
Le mercure et les boues rouges ne sont pas les seuls facteurs de pollution en baie de Seine. Chaque jour, Rhône-Poulenc et APC (Azote Produits Chimiques) déversent 10 000 tonnes de phosphogypses en mer, déchets de la production d'engrais phosphatés. Il faut encore ajouter les hydrocarbures rejetés par la raffinerie de Port-Jérôme. Le résultat de ces multiples pollutions accumulées : poissons et crustaces meurent ou bien sont immangeables. C'est le travail de 4 000 personnes qui est en jeu et la santé des consommateurs et des pêcheurs. Déjà, plusieurs dizaines de marins-pêcheurs du Havre souffrent de dermatose, maladie de la peau due à l'algue «pain d'épice». Cette algue est bien la seule à trouver dans la mer polluée, un milieu propice à sa prolifération...

Contre la pollution, les marins-pêcheurs ont, depuis longtemps engagé la lutte. La dernière action menée a été le blocus du port du Havre.

Alors que le tribunal administratif de Rouen avait interdit en novembre 1975 les rejets de phosphogypses, et que la suspension des boues rouges avait été ordonnée, de nouvelles décisions de justice venaient casser ces mesures. Depuis cette action, une commission avait été mise en place «auprès du cabinet du premier ministre.» Elle devait communiquer ses premières conclusions avant les vacances. Les pêcheurs attendent encore. La visite des habitants de Minamata ne peut que les encourager à poursuivre leur lutte pour que la mer ne devienne pas un dépotoir.

Claude ANCHER

Plusieurs dizaines de bateaux bloquaient le port du Havre en mars dernier, pour protester contre la pollution des zones de pêche au large des côtes normandes.



Affaire Raoult

La prévention vue par le ministère de la justice

Les affaires Ceccaldi, et Charette, pour ne prendre que ces deux exemples, ont démontré que le ministère de la Justice ne reculait pas devant la répression pour mettre au pas les magistrats qui refusent de plier l'échine.

Mais ces affaires ont fait trop de bruit, pour qu'une politique plus discrète ne soit pas mise en place. Désormais le ministère de la Justice a décidé de réprimer «préventivement». Christian Raoult, militant au PS, voulait se présenter aux épreuves d'admission à l'École Nationale de Magistrature. Un ferme refus lui a été opposé. Motif : Christian Raoult s'est vu infliger soixante jours d'arrêts de rigueur en 1976, en tant que militant d'un comité de soldats, à la base de Villacoublay. Légalement, le refus d'admission à l'École de Magistrature ne peut-être motivé que pour pour un candidat condamné à une peine infamante. Ce n'est pas le cas de Raoult, puisque les arrêts de rigueur sont une sanction disciplinaire. La décision du ministère de la justice est donc purement politique.

Remarquons, pour terminer que le *Matin*, proche du PS, commentant la mesure prise contre Raoult explique que *«la droite a tendance à faire l'amalgame entre les organisations anti-militaristes, d'inspiration gauchiste ou anarchiste, et la Convention des appelés, animée par Charles Hernu»*. En somme, si Christian Raoult n'était pas au PS, la mesure du ministère de la Justice ne serait plus scandaleuse ni arbitraire mais légitime...

En bref... En bref... E

ARRESTATION DES FRÈRES SORBA

Augustin et Alfred Sorba, deux «personnalités» du milieu lyonnais ont été arrêtés pour vol à main armée, proxénétisme, recel et usage de fausses plaques d'immatriculation, infraction à la législation sur les armes, faux et usages de faux, infraction à la législation sur les chèques, escroquerie, détention d'explosifs, etc...

OUVERTURE DE LA CHASSE : LE GIBIER SE FAIT RARE

La chasse est ouverte. Si les chasseurs malgré l'obligation de «passer» leur permis, restent nombreux, le gibier lui n'est pas au rendez-vous. Dans le sud et le sud-ouest, en particulier, les fortes intempéries l'ont fait disparaître. Dans le Tarn-et-Garonne, c'est la myxomatose qui sévit.

Le plutonium japonais en France jusqu'en 1990 ?

La visite que Sourdille, secrétaire d'Etat à la recherche, a rendu à l'usine de retraitement de la Hague, a permis de se faire une idée plus précise de la façon dont les Etats-Unis envisagent le problème de la division internationale du travail en matière de nucléaire. Outre l'annonce de la signature d'un contrat avec le Japon, portant sur 1 600 tonnes de déchets, ce qui porte à 3 200 tonnes l'ensemble des engagements de la COGEMA, on a appris que le montant, environ trois milliards de francs, serait versé avant les livraisons, de façon à financer la construction de nouveaux ateliers.

Mais le plus inquiétant est encore l'accord qui serait sur le point d'être signé, sous les pressions américaines, à propos du plutonium. Le Japon, qui a l'intention de développer un important programme de surrégénérateurs, a besoin du plutonium contenu dans les déchets qu'il envoie dans le Cotentin. Mais, pour des raisons de «non-prolifération», ce plutonium devrait rester stocké à la Hague jusqu'en 1990, date à laquelle les premiers surrégénérateurs japonais devraient fonctionner.

Or, le plutonium, matériau de base pour la construction de bombes à fission, est un métal artificiel particulièrement dangereux, dont la radioactivité ne diminue de moitié qu'en 24 000 ans.

Des jardins détruits, des habitants victimes de malaise

Nuage toxique sur Calais

Un petit Seveso ? Peut-être pas. Mais c'est en tout cas un nuage bien inquiétant qui s'est répandu samedi au dessus d'un quartier de Calais.

Samedi matin, dans le quartier du Petit Gourgain à Calais, les jardins présentaient un étrange spectacle : fleurs, plantes et légumes étaient fanés et d'une couleur blanche. Cette destruction est la conséquence d'une fuite survenue dans une usine voisine, l'usine de la Vieille Montagne. En fonctionnement depuis un an, elle utilise un produit à base de zinc, destiné à la fabrication de teintures. Que s'est-il passé exactement ? Il parait établi que les appareils de contrôle n'ont pas détecté une fuite survenue dans la cuve qui contient le produit.

Le nuage n'a pas seulement causé des dégâts aux cultures. Plusieurs personnes ont été victimes de légers malaises. Aussi les habitants du quartier sont-ils assez peu convaincus par les propos du directeur qui, rassurant, a affirmé que l'accident est sans gravité. Une façon d'étouffer l'affaire qui ne saurait en aucun cas être acceptée.

Le «bol d'or» cyclomotoriste

Durant tout le week-end, une cinquantaine de jeunes ont couru le «Bol d'or» à leur manière... en cyclomoteur. Bien sûr, cela se passait au Mans.

A Paris, leurs ainés se demandent si on ne va pas les empêcher de «tourner» sur le seul circuit qui leur reste, dans les Halles de Rungis. Vendredi dernier, en effet, la police a débarqué en force, vers minuit, pour évacuer le circuit.

POLITIQUE

• 2 pages tirées à 6 millions d'exemplaires, un éditorial signé Georges Marchais, une caricature de Wolinski voisinant avec les signatures de René Andrieu, Charles Fiterman, Philippe Herzog, Jean Kanapa et Paul Laurent, le tout livré avec un bulletin d'abonnement à *l'Humanité* et un bulletin d'adhésion : pour faire le point sur ses divergences avec son partenaire de la gauche, le PCF a sorti le grand jeu.

Caricature de l'Humanité spéciale

6 millions d'*Humanité* lundi

LES GRANDES MANOEUVRES DE MARCHAIS

Sous le titre *«Pas de secret pour vous»*, les désaccords s'étalent en quatre rubriques : *«Vivre mieux, c'est indispensable»* déclare Fiterman en expliquant que le PS refuse de porter le SMIC à 2 400 F tout de suite et aller vers un écart hiérachique de 1 à 5 au terme de la législature. *«On ne changera rien si on ne s'attaque pas aux grands possédants»* découvre Herzog, prêchant les 1 450 nationalisations, l'impôt sur la fortune et l'impôt sur le capital. *«Défendre la France»* presse Kanapa, demandant le perfectionnement de la force de frappe et une stratégie de défense tous azimuts. *«Dire quand et comment»* exige Paul Laurent, qui propose, pour promouvoir la «gestion démocratique», l'élection du PDG par le conseil d'entreprise, composé lui-même d'élus des ouvriers... pour un tiers !

C'est aux travailleurs que l'on s'adresse. Et pourquoi ? Parce que, subitement le PCF s'inquiète : *«l'attitude socialiste ne permet pas d'assurer que l'on aboutira nécessairement à un accord». «Nous n'avons donc pas d'autre solution, pour faire avancer les choses, que de nous adresser à vous».* Telle est la démarche explicite qui a conduit le PCF à l'élaboration de ces deux pages de «mise au point». Après avoir, pendant cinq ans, entretenu l'illusion d'un accord possible entre les deux partis de gauche, en dépit de quelques accrocs, à quelques mois des élections, soudain c'est un véritable fossé qui s'ouvre, le PCF pressent dans le PS des velléités de gouverner sans lui. Il semble découvrir soudain que le Pogramme commun ne donne pas les moyens indispensables pour *«la politique nouvelle que vous attendez, vous, les travailleurs»* et que cette politique, peut-être bien que le PS n'en veut pas !

Ce n'était donc pas clair en 1972 ? *«Si on avait retenu ce point de vue* (celui du PS), déplore l'Humanité, *on n'aurait jamais demandé, par exemple, la nationalisation de Dassault.»* Mais comment se fait-il que l'on découvre si tard pareil malentendu ?

Alors, puisque les différends ne peuvent plus *«être réglés dans les secrets d'État-major»*, puisque le PCF ne se sent plus en mesure de faire pression sur son puissant allié, on nous appelle à la rescousse.

«Tout maintenant dépend de vous... de l'ampleur de votre soutien aux efforts du Parti communiste Français... pour aboutir à un programme commun bien actualisé.»

Mais ce programme, construit sans les travailleurs, qu'a-t-il pour qu'ils le soutiennent ? On nous parle aujourd'hui de *«mettre dehors le patron»*. Comment ? En faisant élire un PDG par un conseil d'entreprise lui-même composé de *«certaines catégories d'usagers, de représentants désignés par le pouvoir central»*, et pour un tiers seulement, de *«représentants élus du personnel»* ?

«Où est, dans tout cela, la gestion démocratique ? Où est l'autogestion» ? demande l'Humanité. Nulle part, bien sûr, pas plus dans le projet du PCF que dans le Programme Commun. Mais en jouant aujourd'hui la carte de la «clarté» et de la «franchise», le PCF veut agir sur les travailleurs pour les utiliser, à quelques jours du «sommet» de la gauche, comme masse de manœuvre sur son peu maléable partenaire, avec lequel il sait bien que, bon gré mal gré, l'accord se fera.

Il se fera, mais le PCF sera obligé d'en rabattre. Voilà pourquoi il crie si fort aujourd'hui que *«le parti socialiste se situe lui-même en recul par rapport à l'accord de 72»*, que si son point de vue ne passe pas, *«c'est encore le profit qui fera la loi.»*

Quelques questions

*— **Question** : «Voici une série de raisons qui peuvent expliquer que l'on ait envie de voter à gauche aux prochaines élections législatives. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous considérez qu'elle est fondamentale, importante ou secondaire ?»*

Le chômage, les menaces sur l'emploi :

	Ensemble	Socialistes	Communistes
Fondamentale	67	66	74
Importante	30	31	24
Secondaire	2	2	1
Ne se prononcent pas	1	1	1
	100	100	100

La hausse des prix :

Fondamentale	60	57	68
Importante	35	38	29
Secondaire	4	5	2
Ne se prononcent pas	1	—	1
	100	100	100

L'attrait pour un régime socialiste :

Fondamentale	39	38	44
Importante	41	43	41
Secondaire	14	15	11
Ne se prononcent pas	6	4	4
	100	100	100

Les dispositions du programme commun :

Fondamentale	32	23	51
Importante	44	49	38
Secondaire	15	18	7
Ne se prononcent pas	9	10	4
	100	100	100

*— **Question** : «Pensez-vous que les électeurs actuels de la gauche votent pour elle... ?»*

	Ensemble	Socialistes	Communistes
Surtout par adhésion aux idées et au programme de la gauche	54	54	67
Où surtout par hostilité à la majorité	38	40	27
Ne se prononcent pas	8	6	6
	100	100	100

*— **Question** : «Et pensez-vous que ces difficultés et querelles risquent de compromettre ou pas les chances de succès de la gauche aux prochaines élections législatives ?»*

	Ensemble	Socialistes	Comnistes
Oui, risquent de compromettre	39	42	29
Non	49	44	63
Ne se prononcent pas	12	14	8
	100	100	100

A propos d'un sondage

LA GAUCHE SANS ENTHOUSIASME

Un sondage effectué pour le compte du «Journal du Dimanche» par l'IFOP publie les motivations de vote de 848 électeurs de la gauche interrogés entre le 29 août et le 31 août dernier. Les résultats appellent plusieurs commentaires : en premier lieu, parmi douze thèmes proposés aux sondés, le refus du chômage et de la hausse des prix viennent en première position alors que *«l'attrait pour un régime socialiste»* et les *«dispositions fondamentales du Programme Commun»* ne viennent respectivement qu'en septième et neuvième position. Cette tendance très nette est confirmée par une autre question : *«Au total, pensez-vous que les électeurs qui voteront pour la gauche aux prochaines élections le feront avant tout : pour des raisons économiques et sociales ? 71 % ou pour des raisons politiques et idéologiques : 25 %.»*

A propos de la «querelle des partis de gauche, les électeurs du PCF sont moins troublés que les électeurs PS et ne voient pas, en majorité, dans cette querelle un motif de changer leurs intentions de vote. Mais une forte minorité (29 %) des électeurs du PCF pensent néanmoins que cela pourrait transformer les intentions de vote.

L'ensemble de ce sondage pose de sérieuses questions non pas tant sur les législatives elles-mêmes que sur ce qui suivra. On se souvient qu'il y a un peu moins d'un an, Mitterrand lors du débat à l'Assemnblée Nationale, reprochait à Barre non pas son plan d'austérité mais l'absence de «consensus social» qui l'accompagnait ; au vu de ce sondage, force est de constater que le candidat à Matignon prend ses désirs pour des réalités lorsqu'il prétend que lui aura ce consensus....

Par ailleurs, ce sondage révèle que le chômage est la principale raison du vote à gauche mais il ne figure pas de questions demandant si la personne interrogée pense que le Programme Commun, permettra de stopper, de faire régresser ou d'éliminer le chômage.

Une récente enquête montrait que les travailleurs sont sans grandes illusions à ce sujet. L'hebdomadaire «France Nouvelle», organe du PCF, écrivait voici quinze jours que la plupart des électeurs de gauche votent contre la droite, mais sans adhérer au projet de société de la gauche. Cette analyse clairvoyante servait de prétexte à raviver les querelles avec le PS, dans le but de «clarifier» ce projet. Le tapage fait par le PCF sur la réactualisation du programme commun n'y changera rien : les travailleurs n'adhérent pas à un projet qui leur est étranger.

Convergences

A propos de la démagogique campagne du PR consistant à rééditer la Déclaration des Droits de l'Homme vieille de deux cents ans, à éditer une affiche la reproduisant avec la mention *«réédité par le PR»*, à imprimer cent cinquante milles cartes postales, etc... Mitterand a déclaré à France-Inter *«Je suis heureux de voir que M, Soisson et son parti se rallient à cette proposition. M. Soisson va dans la bonne direction, et nous le pousserons un peu plus loin s'il le faut».*

l'UJP ailleurs

L'UJP n'approuve pas la situation politique actuelle et déplore *«les querelles politiques de droite comme de gauche ; cette pagaille organisée favorise l'action des groupes de pression. L'UJP associera son action à ceux, comme M. Jobert, qui ne songent qu'au seul intérêt national, celui de notre pays».*

Confusion au PR

Estingoy (PR) avait annoncé sa candidature dans le XVIIème arrondissement de Paris. Soisson l'a désavoué, lui répondant *«qu'aucune investiture ne sera décernée par le PR avant l'accord des partis de la majorité. M. Estingoy peut confirmer ce qu'il veut, moi je confirme mes propos.»* Le 24 août, Soisson avait dit à E. Faure *«Je ne souhaite pas contrecarrer vos projets»*. On sait que celui-ci envisage de se présenter dans cet arrondissement.

Semaine de négociations salariales

LA RENTRÉE DES ÉTATS MAJORS SYNDICAUX

●C'est une semaine chargée qui s'ouvre ce lundi pour les centrales syndicales. D'une part avec la reprise des négociations salariales dans la Fonction publique et dans le secteur public et nationalisé, d'autre part par les prises de positions des dirigeants syndicaux, soit lors de meetings, soit dans des conférences de presse. Cette «rentrée sociale», ou plutôt cette rentrée des directions syndicales, du fait de l'état actuel de la polémique PS-PCF, revêt une importance particulière ; on ne peut en effet dissocier les orientations que tenteront d'imposer les directions aux syndicats et les actuelles empoignades des partis de gauche.

Lundi devait reprendre les négociations salariales dans la Fonction publique, à 15 heures pour les Charbonnages, 15 h 30 pour l'ensemble. Ces négociations avaient été interrompues en juillet et devaient normalement reprendre le 1er septembre. Or, à la demande de Maurice Ligot, la réunion avait été repoussée. Motif : certains experts n'étaient pas rentrés de vacances. En fait, il parait plus plausible à certains que le secrétaire d'État a profité de ce court délai pour revoir les propositions gouvernementales, troublé qu'il était par la hausse imprévue de juillet ! Mardi, c'est le tour des négociations à EGF, pour lesquelles CGT et CFDT ont appelé à un débrayage d'une heure. Dans le même temps s'ouvriront les discussions sur les salaires à la RATP. Mercredi, même scénario pour les cheminots. De leur côté, les dirigeants syndicaux ne resteront pas inactifs : Maire, mercredi à Strasbourg, Séguy jeudi à Paris, chacun y allant de son couplet sur la *«reprise de l'action syndicale»* ; la CGT, notamment, à l'image du PCF, se montre «ferme» : *«Provoquer une accalmie sur le front social en fonction des perspectives politiques ne serait pas seulement une erreur, mais une faute»* déclarait lundi au *«Matin»* Michel Warcholak, secrétaire de la CGT. Il ajoute : *«Le développement des luttes n'est pas susceptible de gêner la gauche. Cette dernière ne peut pas fonder sa stratégie sur un comportement attentiste. Elle doit encore gagner beaucoup de voix y compris parmi les travailleurs».* Voilà un discours qui s'intégre à merveille à l'actuelle pression que fait subir au PS le PCF. D'autant plus que Maire vient rajouter d'une certaine manière de l'eau au moulin du PCF en déclarant : *«Nous estimons que toute la vérité doit être dite dès maintenant aux Français, que rien —même si cela est désagréable à entendre— ne peut être caché.»*

Vers de nouvelles journées d'action ?

Cela vaut d'ailleurs à Maire les égards du PCF : Marchais qui aspire à rencontrer les dirigeants de la CFDT, alors que l'«Humanité» loue ses initiatives et ses prises de position. Tout cela n'est, à l'évidence, pas très favorable au PS !

Quant aux formes que prendra cette reprise de l'«action» dont parlent les directions syndicales, il est de plus en plus certain que l'on reprend les chemins, pourtant déjà bien battus, des guirlandes de journées d'action sans lendemain. C'est ce qu'annonce explicitement Warcholak quand, parlant d'éventuelles actions dans le secteur public, il rappelle : *«Souvenez-vous qu'avant la grève générale du 24 mai, il y avait eu la grève du 28 avril dans les secteurs public et nationalisé»* !

Olivier LUSSAC

Lucidité

Jacques Attali a la parole dans le *Nouvel Observateur* de cette semaine ; une fois encore, il se propose de répondre à un article paru dans l'*Humanité* mettant en cause la conception socialiste des nationalisations. On sait que le PCF reproche au PS de ne vouloir nationaliser que *«les maisons-mères»*. les holdings et les filiales contrôlées à 99 % ou 100 %. Le parti de Marchais lui, veut nationaliser toutes les filiales majoritaires, c'est à dire contrôlées à plus de 50 %. Dans sa réponse, J. Attali dit notamment *«Je suis surpris de voir affirmer qu'il n'y a pas de pouvoir économique sans propriété du capital. C'est confondre le projet socialiste avec la critique de la réalité du capitalisme. Une telle confusion risque de préparer un capitalisme d'état et d'empêcher les travailleurs des entreprises nationalisées, dont ils ne sont pas propriétaires du capital, d'y exercer le pouvoir.»*

Le PCF accuse le PS de se préparer à gérer la crise à la manière de la droite ; le PS suggère que le PCF est pour le capitalisme d'état : on ne manque pas de lucidité à gauche !

Apalatégui libéré mardi ?

Les avocats de Miguel Angel Apalategui annoncent dans un communiqué qu'ils ont reçu des assurances de la part des autorités françaises selon lesquelles le militant basque serait mis en liberté mardi, et obtiendrait le statut de réfugié politique. Apalategui a d'ailleurs cessé sa grève de la faim, comme le lui a demandé l'ETA. On sait que la France et l'Espagne s'apprêtaient à un sordide marchandage, voulant «échanger» le militant basque contre les ravisseurs de Revelli-Baumont, la police espagnole assurant que l'enlèvement serait du à l'extrême-droite. La mobilisation au pays basque a obligé les deux gouvernements à reculer.

Si la France avait signé la convention internationale anti-terroriste, comme le demande Peyrefitte dans son rapport sur la violence, Apalategui aurait été expulsé automatiquement.

Sénatoriales

C'est dimanche qu'ont eu lieu les élections pour désigner les grands électeurs, qui seront eux-mêmes appelés à élire les sénateurs le 25 septembre. Ils seront 42 000 conseillers municipaux, un millier de conseillers généraux et 174 députés.

«Protégeons le droit d'exploiter !»

Robert Fabre dans une déclaration qu'il a fait *Au Point* déclare qu'il est favorable *«au maintien d'un vaste secteur privé», «la liberté d'entreprendre compte parmi les libertés fondamentales. Nous ne voulons pas de toute la puissance d'un état bureaucratique et centralisateur».*

On aurait aimé que M. Fabre dise que l'obligation de se faire exploiter entrait dans sa conception des libertés fondamentales.

UNE RÉCUPÉRATION DIFFICILE

LE COLLOQUE ORGANISÉ PAR LA REVUE «*FAIRE*» ET LE «*NOUVEL OBSERVATEUR*»

«La gauche, l'expérimentation et le changement social» tel était le thème d'un colloque qui a duré quatre jours, à l'initiative de la revue *Faire* et du *Nouvel Observateur*. Ces deux publications sont nettement marquées comme étant rocardiennes. Le but du colloque était de récupérer les expériences nouvelles qui surgissent de ci-de là concernant l'école, la médecine, l'écologie, etc. Bien que ce colloque se voulait particulièrement autogestionnaire et presque anti-autoritaire, la presse n'était pas admise à assister à l'ensemble des débats, mais seulement à la discussion finale.

En effet, le *Nouvel Observateur* avait l'exclusivité et prévoit un numéro spécial en faisant le compte-rendu. Il n'y avait pourtant pas de quoi faire tant de bruit, car il est apparu que le PS, quelle que soit la tendanc e en cause, fut-elle autogestionnaire, était bien incapable d'intégrer réellement à sa stratégie ce qu'il y a de nouveau dans les luttes et les aspirations des travailleurs.

De nombreux intervenants devaient souligner que le PS ne supporte pas la novation, il se méfie de ce qui vient de la base, ainsi ce colloque a souvent tourné en un acte d'accusation contre la social-démocratie. Nombreuses étaient les questions sur ce que ferait un gouvernement de gauche, sur la nécessité dans laquelle il serait ou pas de mener une politique répressive *«comme la droite»*.

C'est notamment avec les écologistes que les accrochages ont été les plus vifs. Un des représentants écologistes a déclaré *«Les socialistes ne se rendent pas compte à quel point nous sommes éloignés de leur logique et de leurs problèmes de pouvoir».*

La récupération des «expériences nouvelles» risque d'être difficile.

L'AVENIR DE PEYREFITTE

Alain Peyrefitte s'est plaint dimanche dans la Somme : «des affrontements électoraux qui paraissent à chaque fois remettre en cause notre avenir».

»Peut-être faudra t-il un jour adopter un mode de scrutin qui ne dresse pas deux moitiés de la France l'une contre l'autre». Par ailleurs, le Garde des sceaux envisage de regrouper plusieurs élections en une seule...

BOURGES ET LA LÉGION

Bourges a rendu visite samedi au régiment d'instruction de la légion étrangère basé à Castelnaudary. C'est ce régiment qui s'était fait expulser de Corse il y a moins d'un an.

Bourges, après avoir annoncé qu'un autre régiment serait installé à Corte, a déclaré : «L'armée française se porte bien».

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718 .
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

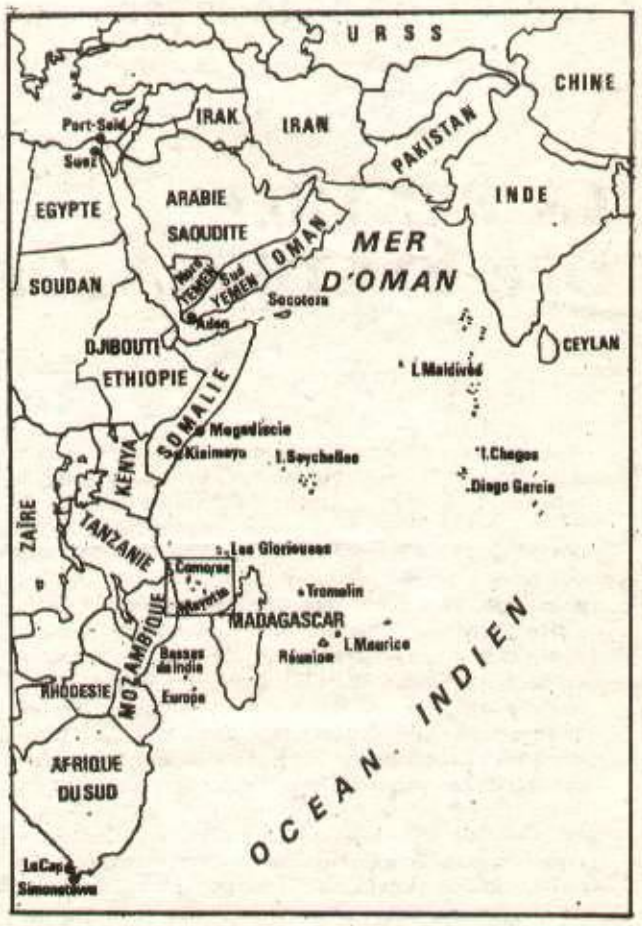
manifeste
pour le socialisme
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

Passez vos commandes
8 francs (+ 2 francs de port)

INTERNATIONAL

Conférence de l'O.U.A. aux Comores

LA FRANCE EN ACCUSATION



●Lundi, une conférence de l'Organisation de l'Unité Africaine, a commencé à siéger à Moroni, capitale des Comores, pour examiner la question de l'île de Mayotte, annexée par l'impérialisme français. Elle compte étudier les moyens de faire céder le gouvernement français qui, tout en prétendant décoloniser, a voulu conserver ce point stratégique à l'entrée du Canal du Mozambique, dans l'Océan Indien, une région importante où chaque impérialisme met en place des bases navales et accroît sa présence militaire.

L'archipel des Comores est devenu , en 1886, un protectorat français. Il obtient, toujours sans être dissocié, le statut de Territoire d'Outre-Mer, en 1958. En décembre 1974, le gouvernement français organise un référendum pour l'auto-détermination des Comores : le référendum, qui se déroule dans l'ensemble de l'archipel, porte sur l'avenir politique de cet ensemble. Giscard déclare alors lui-même : *«La population des Comores est une population homogène, où il n'existe pas de colonie française —ou tout au moins, qu'une colonie française très limitée... Les Comores sont indivisibles, elles l'ont toujours été, il est normal qu'elles aient une destinée commune».* Son ministre des colonies ajoute : *«La vocation de la France n'est pas de diviser le pays qui accède à l'indépendance... Loin de vouloir briser l'intégrité territoriale, notre rôle est d'aider les efforts du peuple comorien vers un rapprochement».* Le référendum de décembre 74 donne 95% de votes favorables à l'indépendance.

Mais, le gouvernement français ne tient nullement ses «engagements». Il prend prétexte du fait que dans l'île de Mayotte seulement, 2/3 des votes étaient contre l'indépendance, pour préparer un démembrement de l'archipel. Cette manœuvre est mise au point avec la loi du 30 juin 1975 qui prévoit *«l'élaboration d'une constitution préservant l'identité politique et administrative des îles».* La Chambre des Députés des Comores, devançant l'application de cette loi, proclame l'indépendance des Comores le 5 juillet. Le nouvel Etat est reconnu dans ses frontières, c'est-à-dire avec les quatre îles, dont Mayotte par l'ONU. Cela n'empêche pas le gouvernement français d'annexer Mayotte qui obtient le statut de département français, après un «référendum» organisé le 12 avril 1976. Plusieurs résolutions lui sont opposées à l'ONU, mais il les bloque en faisant jouer son véto.

UNE BASE MILITAIRE

L'annexion de Mayotte n'est pas essentiellement le résultat des pressions exercées par les propriétaires fonciers de l'île. Elle correspond avant tout aux intérêts de la stratégie militaire de l'impérialisme français. En effet, l'Océan Indien est devenu une zone stratégique. Les grands pétroliers passent par l'Océan Indien, empruntent le canal du Mozambique et prennent la route du Cap. Les superpuissances et les autres impérialismes, pour surveiller cette route, augmentent sans cesse leur présence dans l'Océan Indien et recherchent des bases navales : les Etats-Unis disposent de l'immense base de Diego Garcia, tandis que les Soviétiques disposent de facilités navales dans plusieurs pays dont le Yémen et, jusqu'à présent, la Somalie, et en recherchent en Afrique Australe. L'impérialisme français, qui a perdu la base de Diego Suarez à Madagascar, complète avec Mayotte un dispositif qui comprend également les bases de Djibouti et de la Réunion ; de plus, il annexe les îles du Canal du Mozambique qui appartiennent à Madagascar pour y installer des stations d'écoute.

UNE ÉPINE DANS LE PIED

«Il faut que la France établisse le dialogue et retire son armée. Nous sommes prêts à dialoguer, mais le gouvernement français n'a pas fait de geste», déclarait le délégué des Comores à la Conférence de Libreville en juin dernier. L'OUA fait de la question de Mayotte un de ses objectifs les plus importants. Soit par des résolutions, soit par l'intervention personnelle de chefs d'Etat, elle a déjà appelé Giscard à céder. La tenue d'une conférence de l'OUA consacrée à Mayotte montre que l'Afrique ne se résignera pas au fait accompli.

J.P. CHAMPAGNY

Les bienfaits de la civilisation française

Une seule usine, ni eau courante, ni électricité, ni téléphone. Une population à 98% analphabète, un taux de scolarisation de 25%.

Le mouvement mahorais, qui a réclamé à la France «d'honorer les promesses du passé», est dirigé par les principaux propriétaires fonciers : Marcel Henry (800 ha), Montchéry (250 ha). Avant le référendum qui a annexé l'île à la France, le mouvement mahorais a expulsé près de 2 000 patriotes pour redistribuer les emplois à ses partisans.

Aujourd'hui, avec le développement de la base militaire de Dzaoudzi, la seule perspective donnée aux Mahorais est le service des légionnaires et des fonctionnaire coloniaux : prostitution pour les femmes, emplois de larbins et de manœuvres pour les hommes. Les actes de violences (viols, rixes) des légionnaires et des marins contre la population, restent impunis.

Carnet de voyage en Somalie

par Jean-Paul GAY

Le symbole de Hawo Tako

Dans la banlieue de Mogadiscio, Saled est technicien d'une usine de pâtes alimentaires qui est entrée en service en janvier 76. 35 ans, il est originaire de l'Ogaden où ses parents, nomades, sont restés. *«Pour ma famille, comme pour tous les nomades somalis, les terres sur lesquelles ils avaient l'habitude de se déplacer, selon les saisons, ne formaient qu'un seul pays. En Ogaden ou en Somalie, nous formions un même peuple de nomades, avec une même langue, les mêmes traditions, la même économie pastorale, sur un territoire sans aucune barrière naturelle».*

En 1960, des milliers de Somalis ont été arrachés de leurs foyers en Ogaden par les troupes du Négus et expulsés vers la République de Somalie, qui venait d'être créée. Des villages entiers comme Eishaa furent rayés de la carte ; des nomades qui tentaient d'échapper au fisc d'Hailé Sélassié furent passés par les armes, leur bétail confisqué. La famille de Saled est parvenue à rester mais, toujours à la merci des troupes éthiopiennes qui incendiaient les campements, empoisonnaient les puits d'eau, aux moindres troubles.

Le tracé des frontières de l'actuelle République de Somalie, est typique de la politique des vieilles puissances européennes qui, durant des décennies, ont procédé à des partages et repartages successifs de la péninsule. Longtemps, une série d'accords de ces puissances entre elles et avec les souverains de l'empire d'Abyssinie (c'est-à-dire pour une part, l'actuelle Ethiopie), sanctionneront le partage du territoire somalien en zones d'influence française, britannique et italienne. En 1940, l'offensive de Mussolini placera la quasi-totalité du peuple somali sous tutelle italienne. Pour peu de temps : à partir de 1941, avec la conquête anglaise de la Corne de l'Afrique, les Somalis vont être soumis pendant neuf ans, à la tutelle coloniale unique des Britanniques. En 1950, l'Italie se voit concédée à nouveau, sous couvert des Nations Unies, l'administration de la péninsule... sauf certaines régions, dont l'Ogaden livrée par les Anglais, deux ans plus tôt, à l'Ethiopie.

Monument à la mémoire de Hawo Tako, symbole du martyre des femmes somaliennes durant la lutte pour l'indépendance nationale.

Sur l'avenue où siège le Conseil de la Révolution, se dresse, colossale, la statue de la martyre Hawo Tako, militante du mouvement nationaliste, assassinée par les colons italiens. Pour tous les Somaliens, elle symbolise l'aspiration à l'unité et l'indépendance de la nation somalienne. Cette tradition de lutte, le peuple de Somalie occidentale a voulu la continuer en 1952 lorsque, refusant le démembrement de la nation somali, il a déclenché avec le Front de l'Ogaden, la lutte armée contre le féodal Sélassié.

La politique coloniale du partage a créé une situation injuste pour le peuple somali en même temps qu'un grave sujet de discorde entre voisins.

Lorsqu'en 1964, un conflit armé au sujet de l'Ogaden, éclata entre Addis-Abeba et Mogadiscio, le régime néo-colonial somalien, à la recherche d'une aide militaire, se tourna tout naturellement vers ses alliés occidentaux. Mais, ceux-ci considéraient le Négus comme un appui plus solide pour eux dans la région. Face à leur fin de non-recevoir, Mogadiscio s'adressa aux Soviétiques qui s'empressèrent de fournir à l'armée somalienne équipement et formation...

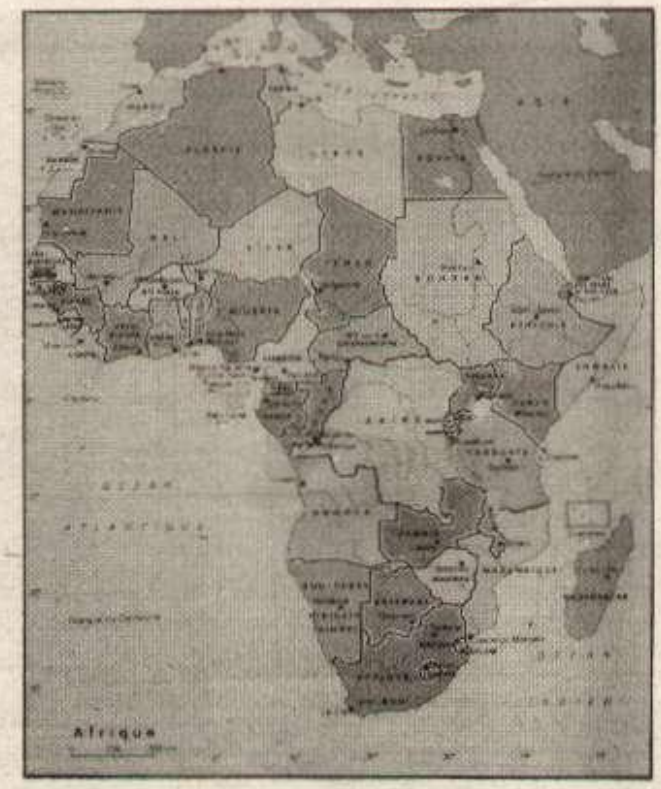
Parmi les nombreux panneaux de propagande bordant les rues de la capitale, certains représentent un travailleur qui scie la gueule d'un requin coiffé d'un haut-de-forme. En chapeau ou en casquette, les requins cherchent encore aujourd'hui, mais avec de plus en plus de difficultés, à saboter les efforts du peuple de Somalie pour édifier une société indépendante.

(à suivre)

Après le voyage de de Guiringaud

Les rêves africains de l'impérialisme francais

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY



●Le voyage du ministre des Affaires Étrangères de Guiringaud est significatif des ambitions et des limites de la politique de l'impérialisme français en Afrique. Alors que sa domination sur ce qui était sa sphère néo-coloniale a été nettement remise en cause, il s'agit pour lui d'adopter une politique africaine, qui, en rivalité avec les superpuissances, lui permettrait de maintenir une présence importante. C'est ce que Giscard avait tenté de faire en intervenant au Zaïre, se faisant le champion d'une «alliance privilégiée» entre l'Europe et l'Afrique.

Les voyages de de Guiringaud devaient aller dans le même sens, en tentant de réaliser une percée en direction de pays où les courants d'échanges avec la France sont peu importants, où l'influence de l'impérialisme français est faible. C'est le cas du Ghana, visité en juillet et du Nigéria où de Guiringaud doit se rendre avant la fin de l'année. Mais le voyage décisif était celui du mois d'août, dans cette Afrique Australe directement confrontée aux régimes racistes et où les superpuissances se livrent une concurrence acharnée pour intervenir dans les affaires des peuples africains.

Ce qui se passe aujourd'hui en Afrique Australe retentit sur l'ensemble du continent africain et n'est pas sans conséquences sur les relations mêmes que peut avoir la France avec des pays où son influence traditionnellement, était grande. L'échec du voyage de de Guiringaud à Dar Es Salam a confirmé les limites de l'impérialisme français.

QUELLE POLITIQUE AFRICAINE ?

La redéfinition d'une politique africaine est une des grandes ambitions de Giscard. Sous De Gaulle, et encore dans une large mesure, sous Pompidou, la politique de l'impérialisme français en Afrique consiste surtout dans le maintien d'une sphère néo-coloniale. Celle-ci s'appuie alors sur la permanence des courants d'échange, sur la zone franc, sur la «francophonie». Des chefs d'Etats «amis de la France», le plus souvent anciens parlementaires de la IV* République, sont en liaison constante avec le cabinet de Foccart, (éminence grise du régime français pour l'intervention dans les affaires intérieures des pays africains) et ils sont assurés de l'intervention directe de l'armée française en cas de besoin, comme au Tchad ou au Gabon.

Au moment où Giscard accède au pouvoir, ces acquis, cette stabilité sont remis en cause par d'importants bouleversements. La constitution du Tiers-Monde en une force politique décisive sur la scène mondiale, a fortement lézardé l'unité entre les pays «francophones», et leur tuteur. La Mauritanie et Madagascar quittent la zone franc et l'OCAM (Organisation de la Communauté Africaine et Malgache, une sorte d'avatar du projet de «Communauté» de De Gaulle). A l'ONU, la plupart de ces pays ne votent plus avec la France, mais avec le Tiers-Monde, contre les racistes d'Afrique Australe et contre Israël. D'autre part, dans plusieurs pays, le vieux personnel néo-colonial est renversé par des militaires qui entendent, au moins en paroles, inaugurer une politique différente face à la France.

Du point de vue économique, les anciennes colonies ne sont plus une chasse gardée de l'impérialisme français. Si les firmes françaises gardent des positions dominantes, en particulier dans les circuits de commercialisation, les investissements des USA, de l'Allemagne, du Japon et aussi de l'URSS se développent. Dans la plupart des grands projets en cours (barrages, ports, chemins de fer, exploitations minières), la France participe à un financement conjoint avec d'autres pays impérialistes.

Les ambitions soviétiques sur l'Afrique qui se révèlent de plus en plus crûment, vont également peser très lourd. L'URSS développe son intervention à l'échelle du continent ; dans les annès 60 elle envoie de plus en plus de missions scientifiques, culturelles et militaires même dans des pays aussi liés à l'impérialisme français que le Centrafrique ; finalement en 1975, en Angola elle déclenche pour la première fois en Afrique une intervention militaire de grande envergure.

Pour faire face à l'offensive d'ensemble des soviétiques, l'impérialisme US, quant à lui, continue à soutenir les régimes d'Afrique Australe, tout en intervenant dans les affaires africaines par le biais du «réglement pacifique» qu'il prétend imposer à la fois aux régimes racistes et aux mouvements de libération (tournées de Kissinger, puis de Young et de Vance).

prend une place croissante dans le mouvement du Tiers Monde et que la rivalité entre les deux superpuissances, sur le continent s'exacerbe, l'impérialisme français doit définir une nouvelle politique.

UNE VOLONTÉ D'OUVERTURE

Pour faire valoir ses intérêts dans la nouvelle situation, l'impérialisme français a besoin d'une tribune politique vis-à-vis des pays africains. A l'OCAM, regroupement trop visiblement néo-colonial, est substituée une structure de «dialogue» entre la France et les pays africains : la conférence franco-africaine. En 1975, au cours de la deuxième session de cette conférence, Senghor propose d'inviter tous les pays africains sans exclusive ; en 1976, Giscard lance un appel à *«ceux qui ne sont pas encore des nôtres»*. Seuls quelques pays, qui viennent d'accéder à l'indépendance, acceptent de participer aux discussions : l'île Maurice, les Seychelles, la Guinée-Bissau ; le Congo et Madagascar ne viennent pas.

En 1976, à la conférence qui se tient à Paris, Giscard préconise *«une coopération sans impérialisme»*. Donnant en exemple la convention de Lomé de 1975, par laquelle les pays impérialistes européens acceptent de garantir les prix d'un certain nombre de matières premières, Giscard se veut le porte-parole d'une Europe qui serait «complémentaire» et «solidaire» de l'Afrique, à laquelle elle fournirait de la technologie en échange des produits miniers et tropicaux qui lui manquent. Il prétend donner une alternative positive aux interventions des superpuissances : *«Nous affirmons que l'Afrique doit être laissée aux Africains et que la seule compétition qui soit conforme à ses intérêts est celle qui a pour objet exclusif le développement économique, social et culturel de l'Afrique»*.

Mais l'impérialisme français se révèlera un bien piètre avocat du «nouvel ordre économique international». A la CNUCEP, à la Conférence Nord-Sud, il tergiverse mais ne soutient pas les revendications fondamentales du Tiers-Monde. Dans les pays liés à la France par des accords de coopération, les promesses grandiloquentes de Giscard sont loin d'être tenues : en 1977, l'austérité touche le budget de la coopération, disposant de moins de crédits, le gouvernement français adopte une politique d'«aide» restrictive, limitée aux seuls projets qui l'intéressent le plus directement, et qui de ce fait, rend plus transparentes les prétendues intentions généreuses de l'impérialisme français.

LE THÈME DE LA SÉCURITÉ

L'intervention de l'URSS et de ses mercenaires cubains en Angola, le manque de réaction des USA ont effrayé de nombreux chefs d'Etat africains. L'invasion de la province du Shaba au Zaïre peut apparaître comme une réedition de l'affaire angolaise. En intervenant au Zaïre, Giscard s'appuie sur la crainte inspirée par l'URSS pour prolonger son offensive politique par des moyens militaires. Alors que l'impérialisme français dispose encore d'importantes positions militaires en Afrique (bases au Sénégal, en Côte d'Ivoire, à Mayotte, à Djibouti) Giscard prétend faire accepter cette présence aux pays africains, la faire reconnaître comme légétime et nécessaire à leur sécurité. Après le coup du Zaïre, c'est sur le thème de la sécurité qu'il intervient à la conférence franco-africaine de Dakar cette année : *«Une seule voie est possible, je l'ai déjà dit, celle qui réserve l'Afrique aux africains... Tout Etat africain a droit à la sécurité»*.

Cependant, il ne reçoit pas une approbation enthousiaste : le projet d'une force armée commune en Afrique de l'Ouest sous l'égide de la France, ne rencontre guère d'écho.

Cette volonté d'apparaître comme le garant militaire de la sécurité de l'Afrique va se traduire par d'autres interventions. Après l'attaque de Zouerate par le Front Polisario, le 1er mai, Giscard décide de fournir au régime mauritanien une aide accrue en armes et en conseillers.

Mais alors qu'auparavant, son soutien à la guerre contre le peuple sahraoui était resté discret, il déclare hautement qu'il garantit ainsi la sécurité de la Mauritanie, assimilant de manière frauduleuse la lutte du peuple sahraoui à l'invasion du Shaba. De même, au cours de son premier voyage en Afrique, en juillet, de Guiringaud annonce le soutien logistique de l'armée française au gouvernement tchadien dans le conflit du Tibesti.

Mobutu-Giscard : une ouverture limitée

UNE POLITIQUE A L'ÉCHELLE DU CONTINENT ?

Le 27 juin, à l'occasion de l'indépendance de Djibouti, Giscard, prétendument au nom de l'Europe, propose solennellement à l'Afrique *«un pacte de solidarité, couronnant l'œuvre de décolonisation et ouvrant l'ère de la solidarité»*. Il réaffirme ainsi ses ambitions, mais l'impérialisme français, par la faiblesse de ses relations avec les pays d'Afrique australe et l'étroitesse de ses liens avec le régime d'Afrique du Sud, est toujours sans prise sur la situation de cette région, où la sécurité est constamment menacée. C'est pour compléter la politique africaine de Giscard que le voyage de de Guiringaud avait été mis sur pied.

Nouvelles des États Unis

«L'AFFAIRE BERT LANCE» : LES SCANDALES DE CARTER

Toutes les institutions de contrôle financier et bancaire sont aux trousses du directeur du budget de l'administration Carter. Cet ami très proche de Carter est accusé d'avoir eu des pratiques bancaires irrégulières. Par ces méthodes, Bert Lance avait réussi à obtenir des prêts personnels énormes auprès des banques qu'il dirigeait ou avec lesquelles ses banques avaient des relations de correspondants.

C'est Bert Lance qui était chargé du budget de la campagne électorale de Carter. Les indélicatesses qui lui sont reprochées n'y sont pas étrangères. Parmi celles-ci, il est prouvé que l'avion de sa banque à Atlanta était utilisé pour les voyages de Carter. Le président U.S. a offert de payer les frais occasionnés par cette utilisation abusive, pour qu'on n'en parle plus. Mais il faudra bien expliquer pourquoi de septembre 74 à avril 75, Bert Lance accumula plus de deux millions de francs. De quoi alimenter un début de campagne avant que les autres fonds arrivent.

D'ailleurs Bert Lance est coutumier du fait : sa banque payait ses notes de frais lors de sa propre campagne électorale pour devenir gouverneur de Géorgie. Des découverts énormes lui étaient par ailleurs autorisés par une de ses banques pour financer sa campagne.

«Bert, je suis fier de vous», a déclaré Carter lors d'une conférence de presse au cours de laquelle il a pris la défense de son complice. D'abord parce qu'il souhaite que les investigations ne se poursuivent pas trop loin. Il risquerait de s'y trouver impliqué et d'avoir à s'expliquer lui-même. De toutes façons, l'affaire Bert Lance était destinée à ternir l'image d'un Carter pur de toute corruption, d'une administration sans reproche et déjà l'on parle dans la presse américaine d'un «Watergate» de Carter. C'est peut-être exagéré, mais comme la politique de Nixon était la cible de ceux qui lancèrent l'affaire Watergate, celle de Carter rencontre de fortes oppositions. Qu'il s'agisse de la conclusion du traité de Panama, de l'attitude adoptée lors des négociations SALT, de la politique menée au Moyen-Orient et en Corée, ce sont autant de sujets de polémiques violentes contre Carter.

LA RÉFORME DE L'ASSISTANCE SOCIALE

Carter pousse les feux pour que son plan d'assistance sociale (Welfare) soit rapidement adopté. Le «welfare» était destiné à assurer une source de revenus minimum à tous ceux qui n'atteignaient pas le seuil de la pauvreté —revenu considéré comme le minimum vital. Selon ce nouveau plan, le «welfare» ne serait plus attribué selon les revenus, mais selon que l'on travaille ou non. Tout bénéficiaire du «welfare» serait tenu de trouver du travail ou d'accepter le travail que lui offre l'administration, sinon, il est rayé de la liste des bénéficiaires. La Maison Blanche a garanti la création de plus d'un million d'emplois. Dans une Amérique où le chômage se maintient aux environs de 7%, où il atteint 35% pour les jeunes noirs, la réforme de Carter apparaît comme une tentative pour liquider la seule garantie de ressources d'une partie de la population.

LICENCIEMENTS DANS LA SIDÉRURGIE

U.S. Steel vient d'annoncer des mesures de licenciement très importantes : 1 000 employés doivent être renvoyés pour réduire les effectifs. Une usine de Chicago devrait fermer, mettant sur le pavé 6 500 ouvriers. D'autres mesures encore sont attendues. Auparavant, la Compagnie Bethleem Steel avait pris des mesures identiques.

Au Pays Basque

MANIFESTATIONS SANS PRÉCÉDENT

«Le peuple pour une amnistie totale»

Le week-end a été marqué par une série de manifestations sans précédent dans l'histoire du pays basque : 250 000 à Bilbao, 150 000 à San Sébastian, 35 000 à Vitoria, rien que dans ces trois villes un cinquième de la population des quatre provinces basques qui comptent 1,5 millions habitants a manifesté. Il y eut en outre de nombreux autres rassemblements dans toute la province.

Tout l'été des manifestations de grande ampleur. Les plus grandes ont eu lieu hier.

Organisée par les commissions pro-amnistie, les manifestations exigeaient la libération de Chivite, militant condamné à 30 ans de prison, de Larena, d'Apalategui, pour lequel la cour d'Aix doit statuer aujourd'hui. Elles exigeaient le droit pour les expulsés revenus clandestinement dans leur pays d'y vivre librement. Elles exigeaient la dissolution des corps de répression et l'amnistie totale aussi bien pour les délits militaires que pour les délits du travail.

Pour l'amnistie, depuis l'installation du nouveau gouvernement, il y a eu des morts au pays Basque. Le quadrillage policier n'a été à aucun moment levé. Au pays basque, la démocratisation du franquisme n'a rien résolu. Depuis un an et demi, chaque jour à certaines périodes, un peuple entier avance ses propres mots d'ordre, organise ses propres manifestations malgré l'hostilité des partis révisionniste et socialiste.

Une nouvelle manifestation, est organisée le 8 septembre à San Sebastian par le PSOE et le PCE. Les commissions pro-amnistie ont décidé de s'y joindre.

HUSSEIN DE JORDANIE A PARIS

Le roi Hussein de Jordanie se trouve à Paris depuis lundi midi. Hussein vient chercher un appui diplomatique pour sa position dans l'éventualité d'un règlement. Il est favorable à une mise à l'écart de l'OLP, et d'autre part, il entend que tout retrait israélien de Cisjordanie s'accompagne d'un contrôle jordanien sur celle-ci. La place qu'occupe la Jordanie dans l'hypothèse d'un règlement est encore accrue par le fait qu'elle est récemment sortie de son isolement. Des relations permettant une coordination des actions ont repris entre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie, alors qu'elles étaient quasiment stoppées depuis 1970. Une coordination militaire très poussée au niveau des états-majors a été mise en place entre la Syrie et la Jordanie au début de l'année.

Cette position particulière donne toute son importance aux relations de l'impérialisme français avec la Jordanie. Bien que disposant de moyens relativement faibles —eu égard à ceux des U.S.A. et de l'URSS— l'impérialisme français essaie de s'assurer une position propre en se concertant avec les pays arabes et en avançant ses propres positions en vue d'un règlement. C'est ce qu'a montré le voyage de Guiringaud en février. Au cours d'une interview, cet été, Giscard d'Estaing affirmait que l'État palestinien devait être enclavé, désarmé, autonome et devrait décider des liens à établir avec la Jordanie.

Reste que la rencontre se situe au moment où la guerre s'intensifie au Sud Liban du fait des bombardements et des raids israéliens, et au moment où Israël accélère la colonisation de la Cisjordanie. L'impérialisme français devra commencer à définir sa position sur ces initiatives israéliennes qui préparent directement un nouveau conflit armé, auquel la Jordanie pourrait être amenée à prendre part.

En bref...En bref...En bref...En bref...

ALLEMAGNE

Les prisonniers politiques du groupe Baader ont cessé la grève de la faim qu'ils avaient commencée le 8 août pour protester contre leurs conditions de détention et contre la torture psychologique par l'isolement total. Le gouvernement allemand entendait les laisser mourir de faim.

MEXIQUE

Le président mexicain Lopez Portillo a refusé d'assister à la signature du nouveau traité sur Panama qui doit avoir lieu la semaine prochaine à Washington. Il estime que ce traité fait de trop larges concessions aux USA car il légalise leur contrôle du canal jusqu'à la fin du siècle.

RHODÉSIE

La production a baissé dans tous les secteurs depuis le début de l'année. L'industrie du bâtiment a baissé de 31 % au cours des quatre premiers mois de l'année. La sidérurgie ne fonctionne plus que grâce à des subventions. Quant aux mines leur production a baissé de 2,3 % au cours des quatre premiers mois. La valeur de la production agricole a diminué de 2,8 % au cours des deux premiers mois de l'année. La production de tabac est passée de 130 000 tonnes en 1965 à 85 000 tonnes aujourd'hui. Le budget de défense en constante augmentation occupe 25 % du budget. L'augmentation des dépenses militaires doublé de la chute de la production est la cause d'un déficit de 171,1 millions de rands soit une augmentation de 10,4 % par rapport à l'an dernier.

Au moment où était proposé à Smith, ce plan anglo-américain, un championnat international de tir au pistolet se déroulait à Salisbury avec la participation de champions occidentaux. Les Rhodésiens ont gagné.

PROGRAMME TELE

Lundi 5 septembre

TF 1
17 h 45 - Visage du Canada
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Adieu mes quinze ans
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les plus belles années de notre vie, *film américain de William Wyler (1946). Trois soldats américains rentrent chez eux, à la fin de la guerre de 1939 — 1945.*
23 h 20 - Journal et fin.

A 2
18 h 10 - Vacances animées.
18 h 45 - Flash d'information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Métro-mélodies
21 h 40 - A la recherche d'Elie Faure
22 h 50 - Journal et fin

FR 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Opération Crossbow, *film anglais de Michael Anderson (1965). Film de guerre.*
22 h 20 - Journal et fin

Mardi 6 septembre

TF 1
17 h 50 - Visage du Canada.
18 h 20 - Sandokan
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes. *La rentrée scolaire (2)*
19 h 45 - Adieu mes quinze ans
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au-delà de l'horizon. *Série d'Alain Bombard. 8e émission : la flibuste. L'histoire de quelques flibustiers du XVIIIe siècle tels le Français L'Olonois et l'Anglais Morgan.*
21 h 25 - Les trois mousquetaires ou 50 ans après...
22 h 30 - Les grandes expositions. *Le symbolisme en Europe.*

A 2
18 h 05 - Vacances animées
18 h 45 - Flash d'information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Dossiers de l'écran : Toute la ville danse. *Film américain de Julien Duvivier (1938)*
Débat : la valse de Vienne
23 h 30 - Journal et fin

FR 3
20 h 30 - Fanfan la Tulipe. *Film de Cristian-Jaque (1951) avec Gérard Philippe.*
22 h 05 - Journal et fin.

BLOC NOTES

Papinski chante : Son dernier pied de nez à Haby

Papinski est passé nous voir, un disque sous le bras et plein de projets en tête. Deux ans après sa mémorable grève de la faim de 80 jours, il poursuit son combat pour sa réintégration dans l'enseignement et contre la bourgeoisie.

Exclu de l'enseignement, Jacques Papinski, instituteur à Homécourt, Meurthe-et-Moselle, s'est rebellé contre cet acte d'arbitraire. On lui reprochait d'avoir écrit un pamphlet : *Le Boui-Boui*, où il dénonçait les tares de l'Education Nationale, et l'Inspection. Professeur d'anglais, il fut licencié sur la base du rapport d'un inspecteur, Lalvee, qui ne parlait pas un mot d'anglais, mais qui, s'arrogeant les pouvoirs d'un psychiatre, le déclara malade mental. Malgré une longue grève de la faim, Papinski ne put se faire réintégrer, mais il fit connaître sa lutte contre l'école de la bourgeoisie. Aujourd'hui, après un tour de France des lycées, et à la veille d'une action en justice contre le recteur de Nancy et la commission paritaire qui l'ont exclus de l'enseignement, il a composé quelques chansons qu'il interprète lui-même. Sans prétention, il définit lui-même son disque comme un pied de nez à Haby.

Ses chansons nous parlent de l'école bien sûr, de l'ennui qu'elle dégage, mais aussi de Braud et Saint Louis, où se construit actuellement, malgré la ferme opposition des pêcheurs et des paysans, une centrale nucléaire. Jacques connaît bien ce coin, il y allait enfant, pêcher des têtards. Il nous parle aussi de l'abandon des vieux dans les hospices. Jacques s'essaye pour la première fois à la chanson, il a enregistré ce disque dans un studio improvisé. Ce qu'on perd en perfection technique, en maîtrise vocale, on le gagne en spontanéité. Jacques n'est pas à proprement parler un chanteur, peut-être le deviendra-t-il, mais il a su exprimer en musique, à sa manière, sa révolte et sa lutte. Il est prêt à répondre à toutes les invitations pour dire son combat, et même nous a-t-il dit, à chanter en direct.

S. L.

Son disque est diffusé par Vendemiaire 7, rue de l'école Polytechnique Paris 5

On peut le trouver chez tous les disquaires (37F)
On peut le commander à J. Papinski B. P. 18 Homecourt (Meuthe et-Moselle) (33F + 2F d'emballage et 4F de port)

Du nouveau pour l'énergie solaire

L'utilisation de l'énergie solaire peut s'envisager de multiples façons, et l'on est loin de les avoir seulement énumérées. La plus directe reste la transformation directe de la lumière diffusée par le soleil en courant électrique. Le principe en est connu, et il est appliqué dans les cellules photoélectriques des appareils photo, par exemple. Le meilleur rendement est obtenu à l'aide de cellules au silicium. Celles-ci sont fiables, ne demandent aucun entretien, et ont une très longue durée de vie. Seulement, elles reviennent très cher du fait de l'utilisation de Silicium monocristallin très pur qu'il faut d'abord fabriquer.

Un groupe de chercheurs de l'Université de Dundee (Ecosse) a réussi à construire des diodes en silicium amorphe, c'est-à-dire sous une forme beaucoup plus économique. Ces chercheurs ont résolu le problème de l'utilisation de silicium amorphe par décomposition du gaz silane, dans la composition duquel entre le silicium. C'est d'ailleurs après la publication de leur rapport que les chercheurs de la RCA, gros fabricant américain de composants électroniques, ont révélé qu'ils travaillaient aussi sur ce procédé. Le rendement n'est pour l'instant que de 5,5%, mais on espère le porter à 15%.

Le solaire, une énergie pour les utopistes ?

E. B.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» copyright Edition Denoël **59e épisode**

— Tu soutiens, disait Henri avec force, que les ouvriers se foutent éperdument de la guerre d'Algérie. Moi, je te dis, c'est par manque d'informations. S'ils savaient ce que...

— Alors pourquoi te moquer des affiches, des inscriptions et de ceux qui les mettent?

— Parce que toi, tu peux faire autre chose. Témoigner par la plume. Il y a six mois, martela Henri, six mois que tu es là-dedans. La classe ouvrière, c'est vingt mille lieues sous les mers. Un autre monde. Va savoir ce qui s'y passe. Par le Parti? Il démobilise les masses avec ses bulletins de santé : tout va bien, les ouvriers sont vigilants, il a gagné des voix, etc. Tu ne peux pas raconter ce que tu vois, ce que tu entends? Décrire les rapports entre Algériens et Français au niveau du prolétariat? Tu avais l'intention de le faire et tu te devais de le faire. Coller une affiche la nuit...

— Ne parle plus de mes affiches, grogna Lucien.

Ils se turent pendant quelques minutes. Anna enfila ses pantoufles et vint nous verser du café.

Ce que disait Henri me paraissait sage. Son physique un peu lourd, sa voix calme et basse ajoutaient à la force de ses arguments. Mais ce qui me gênait, c'est qu'une part de lui prenait plaisir aux événements, drames ou conflits. Il restait à moitié spectateur, voyeur même, excité par le spectacle. Sa finesse psychologique, son intelligence rapide se délectaient de Lucien.

Mon frère buvait goulûment et Anna le resservit deux fois. Quand il eut terminé et allumé une cigarette, il se pencha vers moi.

— Élise, dis à Henri ce que tu penses, toi.

— Moi, mais...

— Toi, oui, tu n'es pas idiote. Tu as bien quelque chose à dire.

Je le dis, maladroitement. Lucien m'interrompit.

— Tu vois, Henri, ni ma sœur ni moi ne sommes de bons avocats. Tu m'as fait, tout à l'heure, un reproche. Oui, il y a six mois, quand j'ai — par nécessité plus que par choix — commencé ce boulot, je me suis exalté à la perspective de ce que je pourrais faire. Témoigner, comme tu dis. Eh bien, aujourd'hui, mon vieux, j'ai renoncé. Je ne peux pas. C'est un cercle vicieux. Toute la journée, je suis comme une caméra qui enregistre les images. Le soir, je m'écroule. Les images ne sortent pas de moi. C'est que, pour survivre, il faut travailler. Alors, je remets à plus tard. Et tous les jours, je m'abrutis un peu plus. Sais-tu où ils m'ont envoyé? A la peinture. Je n'ai même pas envie de t'expliquer. Pour me dégoûter, pour que je parte. Il paraît que je sape le moral des ouvriers, je perturbe. Même le délégué est contre moi. Il dit que je vais trop loin. Mais je ne partirai pas. Seulement, quand je rentre le soir, je bois des litres d'eau, je mange et je me couche. Un effort intellectuel? Pas possible. En six mois, j'ai drôlement dégringolé. Je vais même te dire plus, Henri, si je ne travaillais pas avec les crouillats et les nègres, si je ne les côtoyais pas, je les aurais déjà oubliés. Je réclamerais trois francs de plus, ou une demi-heure de travail en moins ou cinq minutes de pause à l'heure. Mais ils sont là, et tout exploité et diminué que je me sente, je suis un privilégié en comparaison. Eux, c'est un carburant sans valeur, une réserve inépuisable. On doit être trois ou quatre dans l'usine à leur trouver des figures d'hommes. Tu as sans doute raison, coller une affiche, barbouiller un mur, distribuer des tracts, solution de paresse. Mais qui les rédige ces affiches, qui les inspire ces tracts?

— Tu n'es pas un vrai révolutionnaire, dit Henri. Tu n'es qu'un révolté, je te l'ai déjà dit. Tu te perds. Nous ne sommes pas déjà si nombreux et nous avons besoin de types comme toi. Il faut quand même faire quelque chose, réagir contre cette situation.

à suivre

le quotidien du peuple

LE NUCLEAIRE EN QUESTION

Approvisionnement en uranium : le pillage du Tiers-Monde

● L'un des principaux arguments du gouvernement en faveur de son programme électro-nucléaire est qu'il assure l'indépendance énergétique du pays. Ce programme formulé en mars 1974 par le gouvernement Messmer en pleine crise du pétrole, prévoit la construction de 19 000 MW pour 1980, et que le quart de l'approvisionnement énergétique sera assuré par le nucléaire en 1990.

Le conseil des ministres du 26 juillet dernier, répondant aux inquiétudes d'EDF devant le retard pris par le programme de construction des centrales décidait la construction pour les années 1978-1979 de 10 000 MW afin qu'en 1985, l'objectif des 40 000 MW soit atteint.

par Serge LIVET

Actuellement, le nucléaire n'assure qu'un peu plus de 2% de la production d'énergie, le pétrole plus de 62%. Or, le pétrole est importé à 100%. Cette situation de totale dépendance ne gênait nullement l'impérialisme français tant que les pays producteurs, inorganisés, dominés, acceptaient, contraints par les pays impérialistes, de vendre leur pétrole à des prix de plus en plus bas. La constitution de l'OPEP (Organisation des Pays Producteurs de Pétrole), sa décision de quadrupler le prix du pétrole a chamboulé les plans des pays impérialistes et en particulier de la France qui a adopté en toute hâte le programme nucléaire que l'on connaît, au nom de l'indépendance nationale. En effet, la France possède d'importants gisements d'uranium et... de bien plus importantes concessions minières dans plusieurs pays d'Afrique. En fait, les réserves françaises actuelles d'uranium pour un prix d'exploitation de 300 F le kilo d'uranium sont estimées à 60 000 tonnes environ, le plus important des gisements exploités se situe à la Crouzille dans le Limousin, un autre gisement de plus de 20 000 tonnes situé à Lodève dans l'Hérault devrait être prochainement exploité.

En 1976, la consommation d'uranium a été de 2 000 tonnes, elle devrait être, selon EDF de 8 000 tonnes en 1985. A ce rythme, les réserves françaises, si elles étaient seules exploitées seraient épuisées avant 1990. Tout l'effort du CEA et de ses filiales porte sur la prospection en Afrique (Niger, Gabon, République Centrafricaine...)

Un programme fondé sur des relations impérialistes

Ce qui s'est produit pour le pétrole (l'unité des pays producteurs, l'exigence d'une revalorisation du prix de la matière première) se produira tôt ou tard pour l'uranium. La tendance historique va dans ce sens. Madagascar où la France exploitait également des mines d'uranium, a mis fin au pillage.

Certes, à la différence du pétrole, le coût du combustible n'entre que pour une faible part dans le prix du kwh produit : (14%), mais cette part ira probablement en augmentant en raison de la concurrence qui va régner sur le marché mondial de l'uranium à la suite de l'accélération des programmes électro-nucléaires.

Confronté à ce problème de l'épuisement des réserves à moyen terme, l'EDF mise sur le développement des surrégénérateurs qui utiliseront non pas l'uranium enrichi, mais le plutonium, produit par les centrales classiques.

Dans l'hypothèse d'une mise au point industrielle rapide des surrégénérateurs, la consommation d'uranium ne commencera à baisser qu'à partir de 1995, année où elle culminera à 10 000 tonnes. Mais l'uranium enrichi demeurera nécessaire pour alimenter les centrales classiques qui continueront à fonctionner. Les prévisions les plus récentes, fondées sur le programme électro-nucléaire prévu, font état d'une consommation d'uranium d'environ 5 000 tonnes en 2010. L'approvisionnement en uranium demeurera donc un problème aigu pour l'impérialisme français, même avec le recours aux surrégénérateurs, en supposant qu'il respecte le programme électro-nucléaire du gouvernement.

Enrichissement de l'uranium : monopole des superpuissances

L'enrichissement constitue actuellement un risque de goulet d'étranglement pour l'électro-nucléaire français. Les superpuissances ont une position de monopole sur le marché mondial. La demande mondiale (non compris le COMECON) en 1976, était de 18 millions d'UTS (unité de travail de séparation), il faut 3 800 UTS pour produire 1 kilo d'uranium enrichi à 3% à partir de 6 kg d'uranium naturel), les capacités des USA sont de 17 millions d'UTS, celles de l'URSS à l'exportation de 3 millions d'UTS. La France a consommé en 1976, 1,5 million d'UTS fournis par les USA et l'URSS. C'est l'URSS qui a enrichi l'uranium de la charge initiale de la centrale de Fessenheim. La consommation française en 1985 devrait être de 6 millions d'UTS. Pour pallier à cette dépendance et au risque de pénurie sur le marché mondial, plusieurs pays : France, Belgique, Italie, Iran, Espagne se sont associés dans le projet Eurodif de construction d'une usine d'enrichissement d'une capacité de 10,8 millions d'UTS par an. Cette usine en construction au Tricastin commencera à fonctionner en 1979 et sera opérationnelle en 1982. Etant donné la croissance des besoins, la construction d'une seconde usine d'enrichissement est nécessaire, les mêmes pays associés dans le projet Coredif l'envisagent.

En conclusion, on peut dire que si, en construisant à un rythme élevé des usines d'enrichissement d'uranium, l'impérialisme français peut parvenir à assurer son approvisionnement en combustible pour les centrales nucléaires, il rencontrera par contre des difficultés sérieuses pour obtenir l'uranium naturel nécessaire. En effet, les réserves présentes sur le territoire national sont limitées, relativement aux besoins énormes induits par le programme prévu actuellement. L'alimentation des centrales que veut construire le gouvernement, suppose l'utilisation d'uranium pris aux pays du Tiers-Monde, et donc le maintien de rapports impérialistes. Le programme actuel est officiellement fondé sur cette perspective.

LE CYCLE DU COMBUSTIBLE

De son extraction jusqu'à son retraitement après utilisation dans les réacteurs des centrales, l'uranium connaît un processus complexe de transformation nommé cycle du combustible. A chaque étape de cette transformation correspond une industrie spécifique dont les premiers éléments commencent à se créer en France mais que l'accélération du programme va multiplier.

En raison de la faible teneur des minerais d'uranium, entre 1 et 6 kg par tonne, il est procédé sur les lieux mêmes de l'extraction à une première concentration du minerai, les concentrés issus de cette opération ont une teneur de 60 à 70 %.

Les concentrés d'uranium ainsi obtenus sont ensuite raffinés puis convertis soit en uranium métal pour les centrales à graphite-gaz utilisant l'uranium naturel, soit en hexafluorure d'uranium (UF6) pour permettre l'enrichissement. La plupart des centrales utilisent de l'uranium enrichi à 3 % comme combustible, c'est-a-dire contenant 3 % d'uranium 235 ; or, à l'état naturel l'uranium ne contient que 0,7 % d'uranium 235.

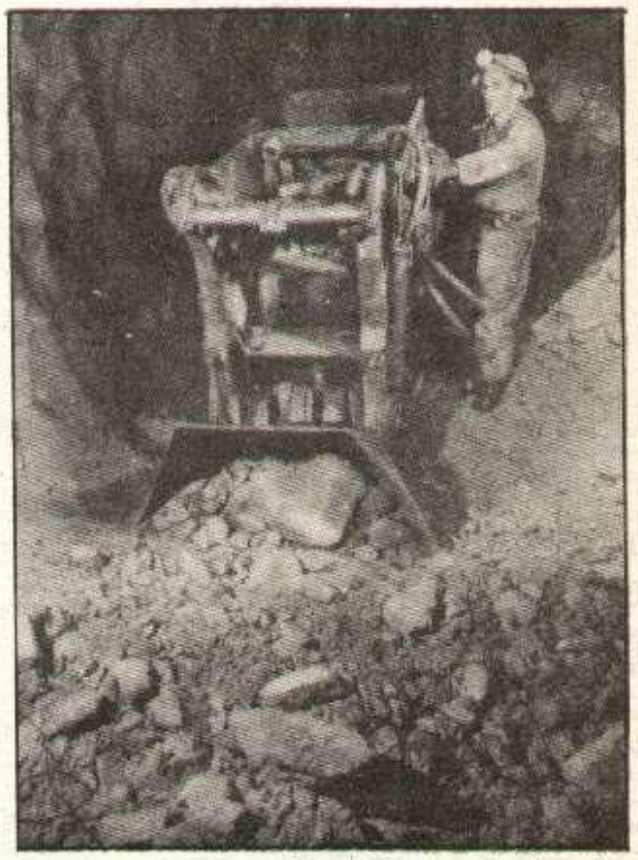
L'enrichissement est l'opération qui consiste à élever la proportion d'uranium 235, elle se fait dans des usines de séparation isotopique. En France, une usine d'enrichissement à participation européenne (France, Belgique, Italie) et iranienne est en construction au Tricastin près de Pierrelatte.

Après enrichissement, l'hexafluorure d'uranium doit être transformé en oxyde d'uranium qui sert à la fabrication des éléments combustibles des centrales.

A la sortie des réacteurs dans lesquels on a introduit de l'uranium 235, on récupère des produits de fission, issus de l'éclatement des noyaux d'uranium 235, on récupère également du plutonium provenant de la transformation d'une partie de l'uranium 238.

Par ailleurs les métaux qui forment l'enveloppe du combustible, sous l'effet des radiations deviennent radio-actifs. Le but du retraitement sera d'une part de recueillir le plutonium utilisé pour les surrégénérateurs et l'uranium 235 non consommé, d'autre part de traiter les matières radio-actives inutilisables qu'il faut ensuite séparer selon leur degré et leur durée de radio-activité et stocker.

Une seule usine de retraitement fonctionne actuellement dans le monde, celle de La Hague, dont la capacité de retraitement est de 800 tonnes par an. Nous parlerons des problèmes liés au retraitement et de la question des déchets dans un prochain article.



Travail dans une mine d'uranium

La mort d'un ouvrier au nucléaire

● Giscard, la veille des manifestations de Malville a eu l'impudence de déclarer que si les mines de charbon avaient 1 200 victimes en vingt ans, les centrales nucléaires elles n'avaient aucune victime. C'est bien la première fois qu'un président de la République reconnaît même en oubliant les victimes de la silicose, que les mines ont tué autant.

Mais en ce qui concerne le nucléaire, sa comparaison est une escroquerie. D'une part les effets du nucléaire se font souvent sentir longtemps après la cessation d'activité des travailleurs ou sous des formes comme le cancer qui ne sont pas reconnues maladies professionnelles. D'autre part, les victimes du nucléaire ne se trouvent pas seulement dans les centrales mais dans les mines d'uranium, dans les usines d'enrichissement ou de retraitement, là ou la loi du profit règne déjà sans partage.

Nous publions des extraits d'une lettre de l'épouse d'une victime du nucléaire parue dans «Le Sauvage» qui en dit long sur cette question. La victime travaillait à Pierrelatte dans l'usine d'hexafluorure d'uranium.

Mon époux —Joseph Gomez, 47 ans, tourneur sur métaux— était employé depuis sept ans (de 1969 à 1976) au service d'une entreprise travaillant pour le CEA Pierrelatte —entreprise située à Bollène. Son travail consistait surtout à rectifier des pièces de compresseurs utilisés sous UF 6 (hexafluorure d'uranium) et contrôlées par les services du SPCR (section de protection contre les radiations). Mais la décontamination ne passe pas à l'intérieur des arbres dans lesquels étaient embouties des douilles. Lorsque ces pièces passaient au tour, elles étaient forcèment chauffées à haute température et bleuissaient en dégageant de l'hexafluorure, des vapeurs nocives. Mon mari avait demandé notamment une hotte aspirante pour ces vapeurs. «Travail suffisamment sécurisant», *lui ont répondu les dirigeants de l'entreprise.* (...)

Au mois de novembre 1976 : abcès dentaire, vertiges, profond sommeil, malaises. Le 10 décembre 76, diagnostic des médecins de l'hôpital Edouard Herriot : leucémies monoblastiques aiguës —aucune rémission— aucun espoir et six mois de souffrance.

Le jour de son décès, survenu le 28 mai 1977, j'ai juré de faire inscrire sur son tombeau «victime du nucléaire» *et je le ferai.* (...)

Normalement, mon mari aurait dû porter sur lui un film, pour mesurer la radioactivité. Après son décès, je me suis inquiétée de cela et il m'a été répondu que le développement de ces films était jugé trop onéreux pour la société. (...)

L'enquête menée par la Sécurité Sociale à la suite de cet accident est toujours en cours. Mon mari a pourtant été reconnu malade professionnel N 6 par le professeur G. Prost, du service du professeur Tocot de l'hôpital Jules Courmont à Pierre Bénite. Un critère spécial de la Sécurité Sociale dit que «seules sont reconnues victimes les personnes touchant directement l'atome». *On se moque de nous nous, assurément».*